

Rapport de la

**QUATORZIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO
POUR L'AMÉRIQUE LATINE**

et de la

**CONFÉRENCE LATINO-AMÉRICAINNE CEPAL/FAO
DE L'ALIMENTATION**

Lima, Pérou, 21 - 29 avril 1976



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Etats Membres de la FAO appartenant à la Région Amérique latine (au 29 avril 1976)

Argentine	El Salvador	Nicaragua
Bahamas	Etats-Unis d'Amérique	Pays-Bas
Barbade	France	Panama
Bolivie	Grenade	Paraguay
Brésil	Guatemala	Pérou
Colombie	Guyane	République dominicaine
Costa Rica	Haïti	Surinam
Cuba	Honduras	Trinité-Tobago
Chili	Jamaïque	Uruguay
Equateur	Mexique	Venezuela

Date et lieu des Conférences régionales de la FAO pour l'Amérique latine

- 1^{re} — Quito, Equateur, 18-25 septembre 1949
- 2^e — Montevideo, Uruguay, 1-12 décembre 1950
- 3^e — Buenos Aires, Argentine, 1-10 septembre 1954
- 4^e — Santiago, Chili, 19-30 novembre 1956
- 5^e — San José, Costa Rica, 12-21 novembre 1958
- 6^e — Mexico, Mexique, 9-20 août 1960
- 7^e — Rio de Janeiro, Brésil, 17-27 novembre 1962
- 8^e — Viña del Mar, Chili, 13-29 mars 1965
- 9^e — Punta del Este, Uruguay, 5-16 décembre 1966
- 10^e — Kingston, Jamaïque, 2-13 décembre 1968
- 11^e — Caracas, Venezuela, 12-20 octobre 1970
- 12^e — Cali, Colombie, 21 août-2 septembre 1972
- 13^e — Panama, Panama, 12-23 août 1974
- 14^e — Lima, Pérou, 21-29 avril 1976

Rapport de la

**QUATORZIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO
POUR L'AMÉRIQUE LATINE**

et de la

**CONFÉRENCE LATINO-AMÉRICAINNE CEPAL/FAO
DE L'ALIMENTATION**

Lima, Pérou, 21-29 avril 1976



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
<u>INTRODUCTION</u>	1
Cérémonie inaugurale	2 - 7
<u>XIVème CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'AMERIQUE LATINE</u>	8
Election du Bureau	9
Adoption de l'ordre du jour et du calendrier	10
Exposés liminaires	11 - 13
Débat général	14 - 50
<u>CONFERENCE LATINO-AMERICAINE CEPAL/FAO DE L'ALIMENTATION</u>	51 - 55
Le potentiel de production alimentaire en Amérique latine et son utilisation	56 - 72
Les approvisionnements alimentaires en Amérique latine	73 - 88
Besoins alimentaires: politiques et programmes d'alimentation et de nutrition	89 - 107
Coopération internationale en matière d'alimentation	108 - 129
<u>CLOTURE DE LA QUATORZIEME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'AMERIQUE LATINE ET DE LA CONFERENCE LATINO-AMERICAINE CEPAL/FAO DE L'ALIMENTATION</u>	130 - 131
<u>ANNEXES</u>	
A - Ordre du jour	
B - Liste des participants	
C - Liste des documents	

INTRODUCTION

1. La quatorzième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine s'est tenue à Lima (Pérou) du 21 au 29 avril 1976, sur l'aimable invitation du Gouvernement de la République du Pérou. Dans le cadre de cette session, a également été réunie la Conférence latino-américaine CEPAL/FAO de l'alimentation.

Cérémonie inaugurale

2. Les Conférences ont été solennellement inaugurées par le Général Rafael Hoyos Rubio, Ministre de l'alimentation du Gouvernement révolutionnaire des Forces armées et du peuple du Pérou et par M. Edouard Saouma, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

3. Ont assisté à la cérémonie les autorités péruviennes ci-après, qui avaient été spécialement invitées: le Ministre des pêches, Contre-Amiral Francisco Mariátegui Angulo; le Ministre du logement et de la construction, Contre-Amiral Isaias Paredes Arana; le Ministre de l'intérieur, Général de brigade Luis Cisneros Vizquerra; le Chef de l'Office national de l'intégration, Contre-Amiral Jorge Dubois Gervasi; et le Vice-Ministre de l'agriculture, M. Benjamín Samnez Concha, représentant le Ministre de l'agriculture, Général Enrique Gallegos Venero.

4. Le Directeur général de la FAO a le premier pris la parole pour remercier le Gouvernement révolutionnaire des Forces armées et du peuple du Pérou pour l'hospitalité réservée aux délégations présentes à Lima.

5. Le Ministre de l'alimentation du Pérou a ensuite salué les délégations et leur a souhaité la bienvenue à Lima. Il a souligné que la question agraire et alimentaire est aujourd'hui prioritaire dans le monde. Il a fallu, a-t-il relevé, que la faim et la dénutrition menacent sérieusement des populations entières pour que le monde prenne conscience de l'équilibre précaire entre les moyens et les besoins en matière alimentaire. Le Ministre a ensuite exprimé l'espoir que la Conférence analyse la situation et les causes des difficultés alimentaires que connaît l'Amérique latine, et que soient formulées des propositions susceptibles de conduire à une action conjointe des gouvernements de la région et de servir d'orientations dans les plans nationaux. Il a reconnu que la FAO a actuellement la volonté de réorienter son action pour mener à bien la tâche qui lui incombe dans la construction du nouvel Ordre économique international. Il a indiqué que si l'Amérique latine a dans l'ensemble enregistré récemment une croissance importante de la production agricole, celle-ci n'a pas été uniforme car elle a intéressé certains pays mieux dotés en ressources naturelles et elle a favorisé surtout, dans les pays de la région, les exploitations grandes et moyennes de type commercial. Les différences se sont accentuées entre les pays et à l'intérieur de chacun d'eux. Le Ministre a insisté sur la signification que revêt pour la région le fait que la malnutrition menace quelque 42 millions de personnes. Il a de même indiqué la relation étroite qui existe entre la production alimentaire et l'environnement, lequel est très varié en Amérique latine, étant donné l'hétérogénéité des conditions écologiques. L'augmentation de la production et de la productivité n'est pas un problème exclusivement technique car il est étroitement lié à l'organisation sociale et économique de la production, des réformes étant indispensables pour modifier les structures agraires défectueuses.

6. Le Ministre de l'alimentation du Pérou a proposé que soit formulée sous l'égide du SELA une convention latino-américaine d'intégration et de sécurité alimentaires; que soient adoptés des mécanismes permettant de définir une pensée et une action latino-américaines au sein des différentes instances de la FAO; et que soit accompli un effort maximum pour réaliser une coopération effective entre les pays de la région.

7. Le Ministre a conclu en saluant la présence du nouveau Directeur général de la FAO, qui saura, grâce à son appartenance au tiers monde et à sa vaste expérience de l'Organisation, imprimer à celle-ci une orientation conforme aux exigences du moment. Il s'est dit certain que la réunion aboutirait à des conclusions positives et a prononcé l'ouverture de la quatorzième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et de la Conférence latino-américaine CEPAL/FAO de l'alimentation.

XIVÈME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'AMERIQUE LATINE

8. La session a été ouverte par M. Edouard Saouma, Directeur général de la FAO.

Election du Bureau

9. La Conférence a élu à la présidence le Vice-Ministre de l'alimentation du Pérou, M. Marciano Morales Bermúdez Cerrutti, et à la vice-présidence le Vice-Ministre de l'agriculture de El Salvador, M. José Salvador Arias. Le Vice-Ministre de l'agriculture de la Colombie, M. Joaquín de Pombo, a été élu Rapporteur. Enfin, les représentants de l'Argentine, de Costa Rica, de l'Equateur, du Mexique, du Pérou et de Trinité et Tobago ont été désignés pour faire partie du Comité de rédaction. Il a été entendu que l'élection de ce Bureau serait également valable pour la session de la Conférence latino-américaine CEPAL/FAO de l'alimentation.

Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

10. La Conférence a approuvé l'ordre du jour et le calendrier provisoires qui lui étaient soumis; l'ordre du jour est reproduit en Annexe A au présent rapport.

Exposés liminaires

11. Le Directeur général de la FAO, parlant devant la Conférence, a souligné que l'Organisation est en pleine transformation. Il a indiqué qu'il se proposait de rénover la FAO pour la rendre conforme aux exigences du nouvel Ordre économique international. Il a rappelé qu'à sa dix-huitième session, la Conférence de la FAO l'avait chargé de soumettre à un examen critique toutes les activités menées jusque-là et de présenter des propositions concrètes à la session que le Conseil tiendra en juillet 1976. Le Directeur général a déclaré qu'il souhaitait proposer aux Etats Membres une politique nouvelle et plus pragmatique, afin de rendre l'Organisation plus capable d'agir qu'elle ne l'a été jusqu'ici.

Le Directeur général a précisé que ses plans envisagent l'instauration d'un programme de coopération technique de la FAO qui permette de répondre plus rapidement aux exigences de l'agriculture dans les pays et d'accélérer le cours des investissements.

Il a relevé qu'à son avis on peut légitimement affirmer qu'il existe une attitude commune des pays de la région, laquelle peut se résumer comme suit: la croissance de la production agricole est nécessaire mais non suffisante pour faciliter le processus de développement. Elle doit se réaliser, et tous les efforts seront faits en ce sens. Il faudra prendre des mesures pour multiplier les investissements dans le secteur agricole, favoriser les transferts technologiques et valoriser l'élément humain.

Pendant, a poursuivi M. Saouma, le problème essentiel ne consiste pas seulement à augmenter la capacité de production alimentaire mais aussi à oeuvrer de telle sorte que les problèmes relatifs à la nutrition, à la distribution du revenu, à la structure économique et sociale, reçoivent une solution qui se traduise par une amélioration du niveau nutritionnel et de la distribution alimentaire.

Il me paraît indispensable, a-t-il dit, que l'action de la FAO s'appuie dans toute la mesure du possible sur les structures régionales existantes, et sur les institutions nationales qui se rallient à ce type de coopération.

M. Saouma a indiqué qu'il croyait opportun de décentraliser l'Organisation, non seulement au niveau des régions mais à celui des pays, afin de toucher de plus près aux problèmes et de mieux répondre à l'attente des gouvernements. Il a ajouté que, tenant compte des difficultés auxquelles se heurte un bureau responsable de toute l'Amérique latine, il a demandé que soit étudiée la possibilité d'ouvrir un bureau sous-régional dont la compétence s'étendrait à la portion septentrionale de l'Amérique du Sud, aux Caraïbes et à l'Amérique centrale et au Mexique, ce qui allégerait la tâche du Bureau de Santiago.

Enfin, le Directeur général a donné l'assurance à la Conférence que la FAO était résolue à mettre tout en oeuvre pour que son action réponde aux impératifs de notre temps.

12. M. Gonzalo Bula Hoyos, Président indépendant du Conseil, a fait l'éloge de la coopération entre la FAO et la CEPAL en Amérique latine, coopération dont les résultats concrets se manifestent dans la présente Conférence régionale. Il a de même jugé très positive la collaboration de l'IICA à la Conférence.

L'orateur a déclaré que la FAO doit appuyer les efforts d'intégration qui s'accomplissent dans la région et il a particulièrement insisté sur la collaboration qui doit exister entre la FAO et le Système économique latino-américain de création récente.

Il a relevé l'importance qui s'attache à ce que le processus de décentralisation que se propose d'entamer le Directeur général fasse entrer en ligne de compte les nécessaires articulations entre le Programme ordinaire de la FAO et son programme de terrain. Selon lui, les Conférences régionales devraient revêtir plus d'importance et ses recommandations plus de poids au sein de l'Organisation.

M. Bula Hoyos s'est félicité de l'initiative du Ministre de l'alimentation du Pérou qui a proposé d'instituer un système d'intégration et de sécurité alimentaires.

Il a invité la Conférence à appuyer les initiatives annoncées par le Directeur général en ce qui concerne la décentralisation et la création d'un Fonds de coopération technique.

Il a conclu en exprimant sa gratitude au Gouvernement du Pérou pour la généreuse hospitalité réservée aux délégations.

13. M. Pedro Moral López, Représentant régional par intérim pour l'Amérique latine, a évoqué les faits essentiels qui ont marqué l'agriculture latino-américaine depuis la treizième Conférence régionale: intensification des mécanismes de consultation et de coopération entre les pays; situation et évolution de l'agriculture, qui enregistre des progrès appréciables en matière de production et de promotion technologique. En matière sociale, les résultats sont malheureusement moins encourageants, la disparité considérable des revenus empêchant de vastes secteurs de la population d'accéder à la technologie, aux marchés et à des niveaux satisfaisants de nutrition et de vie. Il est en outre nécessaire que les bénéfices de la croissance se répercutent sur les vastes secteurs de la population dont dépend précisément cette croissance.

A propos des activités du Bureau régional pour l'Amérique latine, il a évoqué les programmes régionaux formulés conformément aux recommandations des précédentes conférences régionales. Ces programmes se réalisent dans une optique interdisciplinaire, au bénéfice des pays de la région et pour leur apporter une collaboration qui tienne compte des problèmes de développement dans toute leur ampleur, ainsi que de leur interdépendance.

L'orateur a également convoqué l'ensemble du travail que la FAO accomplit dans la région et qui comporte un nombre considérable de projets de coopération technique grands et petits exécutés dans les pays, de projets régionaux bénéficiant d'un financement extérieur, ainsi que d'autres activités menées de concert avec divers organismes internationaux.

Il a indiqué les modalités de la coopération du Bureau régional avec les centres et institutions latino-américaines, collaboration conçue pour faire en sorte que les programmes régionaux se rapprochent toujours davantage de la réalité latino-américaine.

Il a conclu par une série d'interrogations touchant les programmes et moyens d'action susceptibles de contribuer, à court et moyen terme, à la solution de problèmes brûlants comme celui de la pauvreté dans les zones rurales.

Débat général

14. Outre les délégations, le Directeur général de l'Institut interaméricain des sciences agricoles et le Représentant de la Banque interaméricaine de développement ont pris la parole au cours du débat général.

15. Ont été convoqués en particulier les exposés du Directeur général de la FAO et du Ministre péruvien de l'alimentation ainsi que le document LARC/76/2 sur la situation et l'évolution de l'agriculture et de l'alimentation en Amérique latine. Plusieurs délégations ont également fait allusion à la situation alimentaire et agricole dans leurs pays respectifs et ont informé la Conférence des politiques de développement que mettent en oeuvre leur gouvernement.

16. De l'avis général, des progrès sensibles ont été réalisés dans la région en ce qui concerne la production agricole, animale, forestière et halieutique. Il est significatif a-t-on estimé, que les accroissements de la production aient été parfois stimulés par la situation favorable de la demande intérieure, mais surtout par celle de la demande extérieure. Il a par ailleurs été souligné que l'Amérique latine devait coordonner ses efforts afin d'élargir ses débouchés extérieurs et de favoriser l'instauration d'un nouvel ordre économique international, qui permette de modifier l'ordre actuel qualifié d'injuste et désigné comme l'une des causes principales du sous-développement de la région*/.

17. Ce rapport étroit entre l'accroissement de la production et la demande de produits agricoles, notamment de denrées alimentaires, met en relief les possibilités dont on disposerait pour élargir sensiblement les marchés nationaux, dès l'instant où il existerait une distribution du revenu qui permettrait à l'énorme masse de la population latino-américaine actuellement mal nourrie d'accéder aux aliments de base. On a également souligné que les gouvernements de la région doivent adopter des politiques visant à surmonter les obstacles d'ordre structurel et institutionnel qui empêchent de vastes secteurs de la population latino-américaine de jouir des avantages et d'assumer les responsabilités qui leur reviennent en tant que consommateurs et producteurs.

18. En ce qui concerne la dépendance de la région à l'égard de l'extérieur, la Conférence a fait remarquer qu'il importe que les pays d'Amérique latine perfectionnent leurs mécanismes de négociation avec les pays tiers ou groupes de pays, en ce qui concerne le commerce international de produits d'origine agricole, qu'il s'agisse du SELA, de l'Union des pays exportateurs de bananes (UPEB), du Groupe de pays latino-américains et des Caraïbes exportateurs de sucre (actuellement en gestation), ou de l'Association pour le développement de l'industrie des engrais en Amérique latine. Selon la Conférence, la FAO devrait seconder au maximum ces efforts de caractère régional et sous-régional, en particulier dans le cadre du SELA.

*/ La délégation des Etats-Unis a fait une réserve à propos du paragraphe 16, relevant que l'accord ne s'était pas fait au sein de la Conférence au sujet de la deuxième partie de ce paragraphe.

19. On a relevé les graves conséquences qu'a pour le développement de la région la persistance d'obstacles de divers ordres (tarifaires, non tarifaires et parasanitaires, auxquels se heurte le commerce sur de gros marchés extérieurs importateurs de produits latino-américains. A ce propos, le Directeur général a été invité à inclure dans son programme de travail la mise en oeuvre de la Résolution 5/74 de la treizième Conférence régionale pour l'Amérique latine, l'étude des obstacles externes au commerce des produits agricoles.

20. Tant à propos de ce qui précède qu'à propos des activités de la FAO en général, les délégations ont insisté sur l'importance d'une coordination efficace au niveau régional entre l'Organisation et d'autres institutions internationales. On a évoqué plus spécialement à cet égard la collaboration que devrait prêter la FAO au Système économique latino-américain de création récente.

21. Quant à la documentation présentée pour étayer les débats sur l'évolution de l'agriculture et de l'alimentation dans la région, certaines délégations ont estimé que la FAO devrait aussi soumettre aux conférences régionales des données et interprétations qualitatives sur les aspects institutionnels et sociaux du développement agricole, de manière à fournir un tableau plus complet de l'évolution dans la région. Il serait bon aussi que l'on continue à communiquer ces données à la fois globalement et sous une forme qui permette de dégager l'évolution dans chaque pays.

22. On s'est accordé à reconnaître la nécessité d'aborder le développement agricole et alimentaire en tenant compte de l'étroit rapport entre le secteur agricole et les autres secteurs de l'économie, ainsi que des liens entre économies nationales et économie mondiale. Les activités de coopération internationale de la FAO doivent donc refléter cette réalité, tout comme ses programmes doivent être réorientés de manière à revêtir ce caractère multidisciplinaire du développement.

23. On a souligné la haute importance qu'ont les facteurs financiers pour lutter contre le sous-développement et intensifier la production alimentaire. Il faut que la région puisse compter sur un flux plus abondant de crédits internationaux en provenance notamment d'organismes de financement comme la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement. On a fait observer à ce propos qu'il importe que la FAO assure une coordination plus étroite avec ces organismes et pris acte avec satisfaction de l'intention du Directeur général d'agir dans ce sens.

24. La Conférence insiste sur l'urgence de mettre en oeuvre le Fonds international de développement agricole dont la création a été recommandée par la Conférence mondiale de l'alimentation.

25. Pour ce qui est du financement du développement, on a estimé que les gouvernements doivent s'efforcer de canaliser leurs ressources vers le secteur agricole, aux fins de l'investissement et aussi pour mettre à la disposition des producteurs des crédits suffisants à des conditions convenables. On a fait ressortir l'importance particulière que revêtent ces mesures pour les petits agriculteurs.

26. La Conférence a approuvé et accueilli avec satisfaction l'intention du Directeur général de proposer au Conseil de la FAO la création d'un Fonds de coopération technique qui aurait essentiellement pour but d'aider de façon rapide et opportune les Etats Membres dans les situations critiques, de financer de brèves missions d'évaluation de projets d'investissement, d'affecter des ressources à la formation et de dispenser de petits secours pour répondre à des besoins immédiats.

27. On s'est accordé à juger positifs les efforts déployés par le Directeur général pour que la FAO réduise le nombre des réunions et des études coûteuses et à longue échéance, en opérant une sélection qui tienne compte dans tous les cas des bénéfices directs de telles activités à court terme.

28. Selon plusieurs délégations, il conviendrait que la FAO participe aux activités des institutions nationales pour ce qui est de la planification comme de l'exécution de leurs programmes.

29. De l'avis de certaines délégations, il serait extrêmement utile et important de procéder à l'évaluation des programmes de développement agricole de la région pour en dégager les facteurs qui, dans certains cas, ont empêché d'atteindre les résultats escomptés. Une telle évaluation serait d'un intérêt pratique immédiat pour les activités de coopération technique des gouvernement et de la FAO.

30. D'une manière générale, on a estimé que la FAO devrait redoubler d'efforts pour accomplir sa tâche en recourant davantage aux institutions nationales. On a fait remarquer que l'Amérique latine dispose de telles institutions de recherche et de diffusion technique et que la FAO pourrait contribuer à faire en sorte que leur expérience soit mise au service de la région tout entière. On a également fait observer qu'il convient de faire appel aux experts de la région et que cela pourrait faciliter la coopération de la FAO.

31. Plusieurs délégations ont été d'avis qu'il faudrait instaurer des méthodes d'évaluation systématique des activités menées par la FAO dans la région. Cela leur semble indispensable pour que les gouvernements soient en mesure d'apprécier l'efficacité du travail de l'Organisation et pour exercer la fonction d'orientation qui leur incombe.

32. La Conférence a pris connaissance des programmes régionaux de type interdisciplinaire qu'exécute le Bureau régional au titre des activités de l'Organisation en Amérique latine. Diverses délégations ont estimé qu'il conviendrait de mettre à jour ces programmes en étudiant de plus près les priorités, et d'évaluer les résultats des programmes en vigueur depuis quelque temps déjà. On a jugé aussi qu'il ne fallait pas négliger les travaux intéressants des domaines importants comme ceux des forêts et de la pêche, qui offrent des possibilités considérables dans la région. A ce propos, le Secrétariat a précisé que les travaux de caractère interdisciplinaire ne constituent qu'une partie des activités du Bureau régional et qu'ils n'excluent pas d'autres travaux exécutés par les spécialistes attachés à ce Bureau, en matière de foresterie et de pêche notamment. Il sera néanmoins tenu compte, a affirmé le Secrétariat, des priorités signalées par les délégations au cours de la présente session.

33. La Conférence insiste sur la nécessité de perfectionner les programmes de développement rural intégré et d'en intensifier l'application. Ces programmes doivent allier les divers aspects techniques, sociaux et économiques qui concourent au plein épanouissement de la population rurale.

34. Il importe, a-t-on observé, que les pays de la région corrigent, lorsqu'il y a lieu, les déficiences structurelles de nature politique, économique et sociale, moyennant des réformes des structures agraires, financières et institutionnelles. La FAO devrait apporter son appui à des initiatives de cet ordre.

35. On a insisté sur la nécessité de faire bénéficier les petits agriculteurs des progrès techniques et des autres services nécessaires pour faciliter et améliorer la production.

36. On a en particulier fait remarquer combien il importe pour les programmes de développement rural intégré et de réforme agraire que les gouvernements encouragent l'organisation des paysans et ouvriers agricoles, favorisent la participation et renforcent les programmes de formation.

37. A propos de la production et de la productivité, on a évoqué notamment la nécessité d'intensifier les efforts de recherche agricole dans la région, et tout particulièrement dans les zones qui présentent des caractéristiques écologiques associées au climat tropical humide.

38. On a notamment signalé l'importance que revêt un contrôle adéquat de l'utilisation des ressources naturelles, en citant à ce propos le cas intéressant du "Código de Recursos Naturales y el Medio Ambiente" récemment promulgué en Colombie et élaboré avec le concours de la FAO.

39. La proposition du Ministre de l'alimentation du Pérou tendant à élaborer, dans le cadre du SELA, une Convention latino-américaine d'intégration et de sécurité alimentaire a été jugée des plus intéressantes. La Conférence note que les objectifs de la proposition péruvienne coïncident avec les visées plus larges de l'Engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale, que la FAO s'emploie à faire appliquer.

40. La Conférence régionale note que, lors de sa dix-huitième session (novembre 1975), la Conférence de la FAO a recommandé au Directeur général d'inscrire à l'ordre du jour de la présente Conférence régionale pour l'Amérique latine l'étude du fonctionnement du Bureau régional en son siège actuel, ainsi que les diverses solutions possibles, dont le transfert dudit siège.

41. Pour délibérer sur ce point, la Conférence disposait du document LARC/76/10 qui contient des renseignements sur le fonctionnement du Bureau régional ainsi que des données sur le coût d'un éventuel transfert de son siège.

42. Au cours du débat consacré à cette question, la Conférence a tenu compte de ce qu'a annoncé le Directeur général, à savoir qu'en plus des propositions qu'il entend soumettre au Conseil de la FAO au sujet de la décentralisation au niveau des pays, il étudie la possibilité de préconiser l'établissement d'un bureau sous-régional dont la compétence s'étendrait au Nord de l'Amérique du Sud; aux Caraïbes, à l'Amérique centrale et au Mexique. A ce propos, la Conférence a, à l'unanimité, approuvé la Résolution n° 1.

43. La Conférence a approuvé à l'unanimité une résolution relative au programme de décentralisation de la FAO, spécialement en ce qu'elle intéresse l'Amérique latine. De nombreuses délégations ont été d'avis que le siège du Bureau régional doit demeurer là où il est actuellement.

44. Les délégations latino-américaines ont estimé qu'il appartenait aux seuls pays latino-américains de traiter de questions qui les regardent exclusivement, comme celle de l'emplacement du Bureau régional (*). L'opinion générale a été qu'il fallait d'urgence établir, pour les conférences régionales de la FAO, un règlement qui reflète ce critère, en invitant le Directeur général à inscrire la question à l'ordre du jour de la prochaine session du Conseil de la FAO, compte tenu des Articles II et VI de l'Acte constitutif de l'Organisation et des avis émis lors de diverses conférences régionales.

45. A l'unanimité, la Conférence approuve la résolution ci-après:

*/ Une délégation a fait observer que la qualité d'Etat Membre donnait à son pays le droit de participer à toutes les décisions. Néanmoins, elle a reçu pour instructions de son Gouvernement de se conformer, pour certaines questions d'ordre technique ou pratique, à l'opinion de la majorité.

RESOLUTION N° 1

La quatorzième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine,

Considérant:

1. Qu'il appartient aux gouvernements des Etats Membres de la région d'appuyer les initiatives propres à améliorer le fonctionnement et l'exécution des programmes de la FAO, de manière qu'ils répondent aux exigences réelles et effectives du développement;
2. Que la FAO est une organisation qui revêt, pour les pays en développement, une importance toujours plus grande, et qu'elle pourrait offrir des apports nouveaux et plus concrets au bénéfice des Etats Membres.

Recommande:

1. De féliciter le Directeur général de la FAO pour les propositions fondamentales de son programme qu'il lui a exposées;
 2. D'appuyer le Directeur général dans son intention de continuer à étudier, en plus des propositions qu'il compte présenter au Conseil de la FAO au sujet de la décentralisation au niveau des pays, la possibilité d'ouvrir un bureau sous-régional, pour cerner de plus près les problèmes et mieux répondre aux demandes des gouvernements, eu égard aux difficultés que rencontre un seul bureau pour s'occuper de l'Amérique latine tout entière;
 3. De demander au Directeur général de tenir les gouvernements latino-américains au courant des progrès du programme de décentralisation pour la région;
 4. D'inviter les gouvernements de la région et notamment les Etats latino-américains membres du Conseil à appuyer fermement, lors de la prochaine session de cet organe, en juillet, l'établissement du Programme de coopération technique.
46. A propos de la représentation de l'Amérique latine au sein du Groupe consultatif de la recherche agricole internationale, la Conférence était saisie du document LARC/76/3(a). A l'unanimité, elle a élu le Pérou et Costa Rica pour représenter l'Amérique latine au sein du Groupe consultatif. Le mandat du Pérou et de Costa Rica va du 1er janvier 1977 au 31 décembre 1978.
47. A propos de la représentation de l'Amérique latine au sein du Groupe consultatif de la production alimentaire et des investissements, la Conférence était saisie du document LARC/76/3(b). Le Secrétariat a indiqué que la représentation de l'Amérique latine au sein de ce Groupe était actuellement assurée par le Mexique et le Brésil, qui avaient été désignés à titre provisoire par le Conseil de la FAO en juin 1975. A l'unanimité, la Conférence a décidé de ratifier les désignations faites par le Conseil et de prolonger le mandat des deux pays jusqu'au 31 décembre 1978.
48. Le Président a soumis à l'examen de la Conférence le projet de rapport présenté par le Rapporteur. La Conférence, ayant étudié ce projet, a approuvé en définitive le texte qui précède comme constituant le Rapport de la quatorzième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine.
49. Le Président a annoncé que l'Uruguay et El Salvador avaient offert d'accueillir en 1978 la quinzième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine.

50. La majorité s'est prononcée en faveur de l'Uruguay comme lieu de la prochaine Conférence (1978), les délégations suivantes ayant fourni une indication en ce sens: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, France, Haïti, Honduras, Nicaragua, Paraguay, République Dominicaine, Surinam, Venezuela, Cuba, le Pérou, le Mexique, le Guatemala et Costa Rica souhaitaient que la prochaine Conférence se tienne à El Salvador.

CONFERENCE LATINO-AMERICAINE CEPAL/FAO DE L'ALIMENTATION

51. La Conférence latino-américaine CEPAL/FAO de l'alimentation a été organisée conjointement par la Commission économique pour l'Amérique latine et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, comme suite à la Résolution 356 de la quatorzième session de la CEPAL et en consultation avec les gouvernements des Etats Membres. La résolution en question recommandait que cette Conférence étudie tous les aspects touchant à la production, à la distribution et au commerce extérieur des produits agricoles et alimentaires en général, sous l'angle notamment de leurs rapports avec les besoins et plans nutritionnels des pays latino-américains.

52. M. Enrique Iglesias, Secrétaire exécutif de la CEPAL, a évoqué la vision nouvelle du problème de la faim dans le monde, les caractéristiques de ce problème en Amérique latine et la façon dont on pourrait promouvoir le développement agricole de la région.

Pour placer le problème dans sa juste perspective, a-t-il dit, il faut prendre comme point de départ deux faits particulièrement significatifs: la crise qui, depuis quelque temps mine le système économique international et la perception, de la part de la communauté internationale, de problèmes qui par leur nature mettent en cause, dans certains cas, l'existence même de l'homme et, dans d'autres, menacent la coexistence pacifique entre les peuples.

M. Iglesias a ensuite fait état des efforts intenses et assidus qui s'accomplissent pour créer un système capable de répondre plus efficacement aux nouvelles réalités politiques et économiques, citant à cet égard la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, la Conférence mondiale de l'industrialisation et les réunions de la CNUCED. Il a également mentionné les assemblées mondiales de Stockholm, Bucarest et Rome, qui ont respectivement traité de l'environnement, de la population et de l'alimentation. Leur dénominateur commun a-t-il observé, a été la perception de l'existence de problèmes globaux dont la solution intéresse tous les pays et qui ne peuvent être affrontés que solidairement par le concert des nations.

En ce sens, a poursuivi M. Iglesias, la Conférence de Rome a marqué un jalon dans l'histoire des relations internationales. Elle a fait du problème de la faim un objet de préoccupation universelle dont la solution engage la responsabilité collective de l'humanité et plus particulièrement celle des pays les plus développés. Outre qu'ils disposent des ressources financières et technologiques, ceux-ci sont également les grands producteurs mondiaux d'excédents agricoles. La Conférence de Rome a placé le problème de la faim et de la dénutrition dans le véritable contexte social et économique qui convient à son analyse, indiquant que ce qui est fondamentalement en cause ce n'est pas la quantité d'aliments disponibles ou la capacité de les produire, mais le fait que des millions d'êtres humains n'ont pas de ressources suffisantes pour pouvoir prétendre à des conditions normales de subsistance.

En définitive, le dialogue entamé à Rome a permis d'établir que le problème de l'alimentation mondiale est un phénomène structurel profond qui touche à toute la problématique sociale et économique du développement. Le déséquilibre entre la production et les besoins de la population mondiale n'est pas un phénomène passager susceptible de disparaître à la faveur d'une série de bonnes récoltes ou d'une assistance internationale à grande échelle.

L'Amérique latine, a observé le Secrétaire exécutif de la CEPAL, est une région pleine de contrastes. Durant la période quinquennale qui a pris fin en 1975, elle a dépassé le taux de croissance annuelle moyen de 6 pour cent; son produit brut total a excédé 220 milliards de dollars et a presque quadruplé par rapport à 1950. Le secteur agricole a enregistré, grâce aux prix internationaux plus élevés de ces dernières années, des chiffres supérieurs à ceux du passé. Au nombre des aspects positifs de la situation agricole régionale figure aussi le fait que l'Amérique latine est aujourd'hui exportatrice nette de produits agricoles et que sa balance commerciale est à cet égard favorable; par ailleurs, la ration énergétique moyenne par habitant dépasse le minimum requis et est beaucoup plus élevée que dans les autres pays en développement. Pourtant, malgré l'augmentation de la production et des disponibilités alimentaires totales on estime que 43 millions de Latino-Américains souffrent de malnutrition protéino-calorique et sont dans un état de misère critique, avec toutes les conséquences que cela implique. D'autre part, il existe toujours dans la région des pays fortement tributaires des importations de denrées alimentaires et l'Amérique latine est dans l'ensemble importatrice nette de produits de première nécessité comme le blé, le riz, les haricots, les matières grasses et le lait.

Ce nonobstant, le Secrétaire exécutif a fait remarquer que l'avenir alimentaire de l'Amérique latine peut être envisagé avec un certain optimisme si l'on considère que la région possède un puissant potentiel d'expansion de la production et que l'agriculture latino-américaine a réagi positivement aux sollicitations de politiques cohérentes et d'une demande intérieure et extérieure active. Tout ceci fait qu'il serait possible de doubler la production agricole latino-américaine en quinze ans, à condition que les mesures d'incitation soient accompagnées comme il convient de politiques de distribution dans les campagnes et dans les villes.

Etant entendu que le développement agricole a le double objectif d'accroître la production et d'élever le niveau de vie de la population rurale et son pouvoir d'achat, on peut envisager le problème de l'Amérique latine sur trois plans:

- Au plan national, avec la promotion de politiques agricoles intégrées qui servent ce double objectif;
- Au plan mondial, en s'efforçant de modifier les règles du jeu qu'impose l'ordre économique international actuel, de manière que la demande extérieure exerce, à travers les quantités et les prix, une fonction dynamogène, à laquelle la production latino-américaine peut répondre de façon spectaculaire;
- Au plan régional, sous l'impulsion de nouvelles formules de coopération qui engagent la solidarité de l'Amérique latine face aux problèmes de l'agriculture et de l'alimentation et fasse de la demande régionale un levier de la production agricole.

Dans les cinq années qui vont de 1970 à 1974, la région a fourni au monde 78 pour cent des bananes, 60 pour cent du café, 51 pour cent du sucre, 28 pour cent de la viande, 18 pour cent du cacao, 17 pour cent du tabac et 15 pour cent du maïs.

Si l'on désire que l'Amérique latine développe au maximum ses précieuses ressources pour le bien de la région et du monde, il faut modifier les bases actuelles du commerce mondial des matières premières agricoles et renforcer la coopération internationale dans ce domaine.

Dans la recherche d'un nouvel ordre économique international, a poursuivi l'orateur, la région doit continuer à définir des positions concertées et ses propres stratégies. C'est le moyen de compenser la disparité des forces qui régissent les relations mondiales.

Le Secrétaire exécutif de la CEPAL a souligné l'urgence et la nécessité de renforcer la coopération régionale en matière agricole. Cette coopération devrait avoir pour premier objectif de mobiliser les ressources intérieures afin d'augmenter la production alimentaire régionale. Cela comporte, entre autres actions, l'établissement de programmes productifs, la transformation industrielle dans un pays de produits agricoles obtenus dans un autre, les échanges d'innovations techniques, la mise en valeur des ressources humaines et la production d'inputs agricoles.

Un second objectif pourrait être l'expansion du commerce et des approvisionnements alimentaires intrarégionaux, à la faveur des avantages obtenus par la suppression des barrières douanières, en renforçant les accords bilatéraux pour l'échange des produits agricoles, par des mécanismes de financement et en créant des entreprises multinationales latino-américaines pour promouvoir le commerce régional.

Dans le même esprit, il conviendrait de favoriser la complémentarité productive des zones frontalières et la création de centres de ramassage et de stockage.

Le troisième objectif devrait être l'action régionale concertée vis-à-vis du reste du monde, notamment pour la défense des produits primaires de la région, ainsi que l'accroissement et la mobilisation des ressources extérieures destinées à améliorer la consommation et la production.

Le Secrétaire exécutif de la CEPAL a ensuite réaffirmé qu'il faudra à l'avenir prendre des initiatives inspirées de valeureuses expériences comme celle de CARICOM et comme le Système économique latino-américain (SELA); l'invitation faite par le Ministre de l'alimentation du Pérou, a-t-il ajouté, d'instaurer des mécanismes de sécurité alimentaire, illustre le thème central de la Conférence latino-américaine en même temps qu'elle concrétise le défi qu'il lui faut relever.

Une région qui a été capable de quadrupler son produit brut au cours des vingt-cinq dernières années, a-t-il affirmé, devrait pouvoir réaliser une transformation non moins dynamique de son agriculture.

Cela implique une profonde révision de la conception du développement agricole de la région qui a parfois prévalu. Cette évolution repose sur deux couples d'éléments: "développement agricole - essor industriel" et "production alimentaire - distribution du revenu".

Le premier assurera au secteur industriel les débouchés intérieurs plus larges nécessaires à son expansion et à sa consolidation, de manière à conjuguer l'essor industriel, avec ses deux pôles intérieur et extérieur, et la dynamique puissante du pouvoir de consommation des grandes masses négligées de la région.

Le second aura pour effet de rétablir des relations d'équité entre les catégories sociales, là précisément où les poches de misère abondent le plus, comme dans le secteur rural latino-américain.

53. M. Pedro Moral López, Représentant régional de la FAO par intérim, a observé que l'existence et la persistance du problème alimentaire et nutritionnel qui affecte la quasi-totalité des pays latino-américains constitue un paradoxe, car le continent pourrait sans peine alimenter une population bien supérieure à l'actuelle et, en outre, contribuer de façon significative à l'alimentation mondiale. Il est indispensable d'accroître la production agricole et aussi de corriger les tendances actuelles, car dans certaines parties de la région, l'agriculture est à la fois extensive et déprédatrice.

La Conférence latino-américaine CEPAL/FAO de l'alimentation constituera un utile complément à la Conférence mondiale de l'alimentation qui s'est tenue à Rome en novembre 1974.

Les formes de production et de consommation, non seulement de denrées alimentaires mais aussi d'autres biens, sont à l'origine du problème alimentaire que connaît l'humanité. La croissance démographique, le développement industriel, les tendances de la consommation de biens non renouvelables comme certaines sources d'énergie, le gaspillage des ressources naturelles renouvelables et la détérioration progressive de l'environnement, sont autant d'éléments qui, si on n'y prend garde, pourraient conduire l'humanité à sa perte.

L'orateur a préconisé l'instauration de nouveaux schémas de production et de consommation.

Il a relevé que si, en moyenne, les disponibilités alimentaires sont plus élevées en Amérique latine que dans d'autres régions en développement, la situation apparaît plus sombre quand on l'analyse pays par pays ou, à l'intérieur de chacun d'eux, par catégories sociales. L'Amérique latine est grande productrice de calories mais elle en exporte aussi beaucoup. Si le pourcentage des sous-alimentés a diminué au cours des vingt dernières années, en chiffres absolus le nombre des mal nourris continue de croître.

Pour résoudre le problème alimentaire en Amérique latine, il faut agir à la fois sur trois plans: production, approvisionnement et augmentation du pouvoir d'achat de la population.

La cause fondamentale - bien que non unique - de la malnutrition, a rappelé le Représentant régional par intérim, est la misère, et sa solution exige une meilleure distribution du revenu. La redistribution du revenu est fondamentale pour améliorer les niveaux alimentaires des secteurs les plus défavorisés de la population, dont la demande accrue aura à son tour un effet stimulant sur la production. Pourtant, a-t-il ajouté, une politique redistributive se trouverait freinée à très brève échéance si elle ne s'accompagnait d'une augmentation de la production capable de répondre à la demande nouvelle.

M. Moral López a souligné que les initiatives tendant à résoudre le problème alimentaire doivent s'insérer dans les plans nationaux de développement, lesquels doivent envisager l'alimentation des populations comme une priorité absolue et non comme un à-côté du développement.

A propos du potentiel productif de la région et de sa réalisation, il a fait remarquer que l'Amérique latine possède de vastes ressources naturelles mal exploitées et une main-d'oeuvre en partie inoccupée. La bonne utilisation de ces deux sortes de ressources doit être à la base même de programmes réalistes et efficaces de développement agricole et alimentaire. L'orateur a fait valoir toute l'importance que revêt la formation de l'agriculteur et du paysan pour que ceux-ci puissent améliorer la productivité et aussi pour étendre de façon rationnelle la superficie agricole, s'agissant de pays où cela est possible.

Le régime foncier est pour beaucoup dans la sous-exploitation des ressources agricoles de la région. Plus de la moitié des terres agricoles appartiennent à de grandes exploitations multifamiliales dans lesquelles prédominent les techniques extensives; les terres étant peu ou pas cultivées, la main-d'oeuvre est sous-employée, ce qui entraîne de graves conséquences économiques et sociales.

Le Représentant régional par intérim a relevé que la majorité des pays latino-américains se heurtent à de graves problèmes d'approvisionnement alimentaire qui tendent à prendre toujours plus d'acuité. Les groupes sociaux les plus atteints sont ceux qui, dans les zones rurales et en marge des grandes villes, ont les plus faibles revenus et qui souffrent non seulement de l'insuffisance de leurs ressources, mais aussi de l'absence de systèmes de distribution adéquats.

Dans certaines zones et pour certains produits, a-t-il dit, il est peut-être plus important d'éviter le gaspillage que d'augmenter la production.

La solution du problème des approvisionnements vivriers réside en partie dans la sécurité alimentaire. Il faut que soient garanties au niveau mondial des disponibilités alimentaires suffisantes pour faire face aux situations de grave pénurie. La FAO a déjà pris dans ce domaine certaines initiatives comme suite aux recommandations de la Conférence mondiale de l'alimentation. L'orateur a fait état de l'intérêt que la FAO attache à l'exposé du Ministre de l'alimentation du Pérou sur la sécurité alimentaire régionale.

Il a souligné toute l'importance que peut avoir la coopération régionale pour la solution des problèmes d'alimentation qui se posent en Amérique latine. Il a mis en relief l'intérêt que revêt la création du système économique latino-américain et du Comité des Caraïbes de

la CEPAL, qui viennent renforcer les structures existantes - comme le font la CEPAL elle-même et la FAO sous l'égide desquelles se tient la présente Conférence. Il a insisté sur le fait que l'agriculture et l'alimentation doivent tenir une grande place dans la coopération régionale, que celle-ci ait un caractère bilatéral, multilatéral ou global.

Le représentant régional par intérim a indiqué comme domaine possible de coopération l'exploitation conjointe de zones limitrophes complémentaires ainsi que la production de semences, d'engrais, d'outils et de machines agricoles. Il a souligné aussi l'importance de la coopération dans le domaine technologique et les bénéfices qui pourraient découler d'accords visant la préparation et la formation du personnel technique.

Il a mentionné en particulier la contribution que la coopération régionale peut apporter au commerce extérieur des denrées alimentaires. Les conditions sont réunies pour augmenter les échanges intrarégionaux ainsi que pour renforcer la solidarité régionale et, par là, améliorer le pouvoir de négociation de l'Amérique latine à l'égard du reste du monde pour le commerce de produits déterminés. Il a évoqué la possibilité de conclure des accords visant la constitution de stocks régulateurs.

M. Moral López a réaffirmé que l'Amérique latine pourrait être en mesure d'apporter une contribution substantielle à la solution des problèmes alimentaires au niveau mondial. Il a néanmoins insisté sur le fait que la région a besoin de l'appui et de la coopération des pays industrialisés qui devraient commencer par lui accorder un traitement plus adéquat dans le cadre des échanges internationaux de produits et de biens de production agricoles.

Il a conclu en formulant quelques interrogations. Le système productif du secteur agricole est-il conforme aux intérêts véritables des majorités latino-américaines? Que devraient faire les organismes de coopération technique pour mieux aider les pays et les populations sur le plan alimentaire et nutritionnel? Que peut faire la région pour consolider ses liens de solidarité et acquérir la force que les pays ne peuvent avoir isolément? M. Moral López a exprimé l'espoir que la Conférence pourrait apporter à ces questions des réponses pragmatiques et précises.

54. M. Gonzalo Bula Hoyos, Président indépendant du Conseil de la FAO, a affirmé que la Conférence latino-américaine de l'alimentation était une nouvelle manifestation de l'important travail qu'accomplissent en commun la CEPAL et la FAO au bénéfice des pays de la région.

Durant la Conférence régionale, les pays de l'Amérique latine ont déjà manifesté leur appui à la nouvelle politique proposée par le Directeur général de la FAO, selon laquelle l'Organisation concentrerait ses efforts sur les activités destinées à accroître la production alimentaire, comme l'a recommandé le Conseil. L'orateur espère que le Conseil mondial de l'alimentation se prononcera lui aussi dans le même sens.

Il appartient également à la FAO d'adapter ses structures afin de pouvoir contribuer à la réalisation des objectifs contenus dans la Déclaration et Programme d'action concernant l'établissement d'un nouvel ordre économique international, la Charte des droits et des devoirs économiques des Etats et les résolutions de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le Directeur général de la FAO a tenu compte de ces orientations dans ses propres exposés sur la réorganisation des activités de la FAO. En appuyant à Lima, les initiatives en ce sens, les délégués latino-américains ont en fait réaffirmé la nécessité d'instaurer un nouvel ordre économique international.

Le Président indépendant du Conseil a déclaré que, selon lui, pour assurer la continuité de tels efforts et la bonne mise en oeuvre des recommandations adoptées à Lima, il est nécessaire que les gouvernements latino-américains mènent une action coordonnée, à travers leurs représentants, au niveau des conférences régionales comme au sein du Conseil de la FAO et d'autres organismes internationaux.

55. M. John A. Hannah, Directeur exécutif du Conseil mondial de l'alimentation, a déclaré que l'une des tâches du Conseil étant de veiller à la bonne exécution des résolutions approuvées par la Conférence mondiale de l'alimentation, il était satisfaisant de constater que les gouvernements latino-américains s'occupaient activement de ces thèmes dans des réunions régionales comme celles de Lima.

Il a ensuite décrit les fonctions, les responsabilités et la constitution du Conseil; celui-ci a un mandat assez large, dont l'accomplissement dépendra essentiellement de sa capacité de mobiliser des ressources supplémentaires pour atteindre les objectifs de la Conférence mondiale de l'alimentation et de convaincre les gouvernements d'adopter des politiques tendant à résoudre les problèmes alimentaires aux échelons national et international. Le Conseil doit aussi contribuer à la coordination des actions multilatérales ou bilatérales qui influent directement ou indirectement sur la solution finale des problèmes fondamentaux de l'alimentation. Cela ne signifie pas que le Conseil se propose de contrôler ou de superviser le travail d'autres organismes ou institutions internationaux ou régionaux, mais bien qu'il s'efforcera de leur être utile en mobilisant des ressources supplémentaires et en obtenant pour eux de plus larges adhésions à des programmes et politiques spécifiques. Ce faisant, le Conseil doit également contribuer à préciser les interrelations existant entre commerce et réserves alimentaires, entre politiques et programmes de nutrition et entre ressources financières disponibles.

L'orateur a annoncé que, conformément aux vœux de l'Assemblée générale des Nations Unies, des propositions tendant à concrétiser le projet de réserve alimentaire internationale d'urgence seront présentées à la prochaine réunion du Conseil mondial de l'alimentation. Cette réserve devrait atteindre un demi-million de tonnes de céréales et être gérée par le Programme alimentaire mondial en coopération avec la FAO.

M. Hannah a également indiqué que 75 pays avaient assisté au début de cette année à la troisième réunion des pays intéressés à la création du Fonds international pour le développement agricole (FIDA). A cette occasion, il a été confirmé que le FIDA pourrait se constituer, comme l'avait prévu l'Assemblée générale, avec des ressources initiales équivalant à un milliard de droits de tirage spéciaux, soit approximativement 1 160 millions de dollars, étant entendu toutefois que l'Acte constitutif serait signé lorsque les offres atteindraient un total d'un milliard de dollars, à fournir en parties à peu près égales par les pays occidentaux industrialisés et les pays membres de l'OPEP. Comme les offres ou promesses faites par les gouvernements au Conseil mondial de l'alimentation étaient suffisantes pour atteindre l'objectif initial, le Secrétaire général des Nations Unies a décidé de convoquer à Rome en juin prochain une Conférence des plénipotentiaires pour l'adoption formelle de l'accord portant création du Fonds. Là se concrétiseront les offres des pays donateurs, de manière que le Fonds puisse commencer à fonctionner dès que possible durant l'année en cours. On espère qu'il permettra non seulement d'obtenir les ressources nécessaires pour stimuler la production alimentaire, mais aussi d'exercer une influence considérable sur les politiques et critères relatifs au développement agricole en général.

En conclusion, le Directeur exécutif a souligné l'important rôle qui revient à l'Amérique latine dans tous ces domaines. Outre qu'elle a réalisé un progrès économique significatif, cette région dispose d'amples ressources non encore pleinement exploitées et d'une main-d'oeuvre agricole qui, en moyenne, produit deux fois plus que celle de n'importe quelle autre région en développement. Etant donné la densité relativement faible de la population et le potentiel considérable de production alimentaire existant dans maints pays de la région, l'Amérique latine est en mesure non seulement d'accroître la production vivrière au profit de sa propre population, mais aussi de contribuer toujours davantage à la solution du problème de la faim dans d'autres parties du monde.

Le potentiel de production alimentaire en Amérique latine et son utilisation

56. Les délégations ont jugé bon d'examiner conjointement la question du potentiel de production alimentaire de la région et celle de son utilisation, qui sont intimement liées.

57. Au sujet du potentiel de production alimentaire de la région, la Conférence était saisie d'un document établi par l'Institut américain des sciences agraires de l'Organisation des Etats américains. Diverses délégations se sont félicitées de cette collaboration pratique entre institutions internationales dont l'objectif est de servir les Etats Membres dans les domaines d'intérêt commun.

58. La Conférence a jugé qu'aussi bien les pays que les organismes internationaux devraient redoubler d'effort pour évaluer au plus juste le potentiel de ressources dont disposent les pays de la région pour produire des denrées alimentaires. Elle a considéré que les études de cette nature devraient traiter, en fait de ressources naturelles, non seulement des terres et des eaux, mais aussi du patrimoine forestier et, de façon toute spéciale, du potentiel des pêches maritimes et intérieures. Les inventaires devraient comprendre des informations sur l'infrastructure qui, directement ou indirectement, joue un rôle dans la production agricole.

59. Il a été relevé qu'en Amérique latine les difficultés tiennent moins au manque de terres susceptibles de produire des aliments qu'à l'importance des investissements nécessaires pour étendre la superficie agricole. On a estimé qu'il était indispensable de mettre au point des techniques appropriées pour mettre en valeur les terres nouvelles selon leur vocation naturelle, de manière à réaliser, sous une forme économiquement viable et compte tenu des écosystèmes existant dans la région, une utilisation intégrale de la faune et de la flore. La Conférence insiste sur l'importance qui s'attache à protéger l'environnement eu égard à la création d'établissements humains.

60. Plusieurs délégations ont fait valoir que le problème de la production alimentaire n'a pas un caractère purement technique mais qu'il est fondamentalement d'ordre structurel. Elles ont insisté sur l'importance des facteurs de domination externe et sur les déficiences des structures politiques, institutionnelles, sociales et économiques existant dans la région.

61. Il a été observé qu'une augmentation soutenue de la production alimentaire suppose nécessairement l'élargissement des marchés intérieurs et extérieurs. Il est indispensable que la structure de la demande et des prix agricoles soit de nature à encourager les producteurs de denrées alimentaires, mais les politiques tendant à apporter des modifications en ce sens doivent s'accompagner de mesures de redistribution du revenu ayant pour effet d'augmenter sensiblement le pouvoir d'achat du plus grand nombre.

62. Il a été noté que les politiques de bas prix appliquées au secteur agricole, apparemment avantageuses pour la population dans son ensemble, se révèlent préjudiciables car elles ont des répercussions négatives sur de nombreux producteurs à faible revenu et font obstacle au développement rural. Les termes de l'échange demeurent défavorables à l'agriculture dans le cadre des économies nationales.

63. On a estimé que les systèmes d'approvisionnement en vertu desquels l'exploitant agricole bénéficierait davantage de la valeur ajoutée aux produits alimentaires, tandis que les prix de détail s'établiraient à des niveaux qui rendent les produits accessibles à une plus grande masse de consommateurs, constituent aussi un instrument permettant de réaliser une meilleure distribution du revenu et, en définitive, d'élever le niveau alimentaire de la population.

64. Il a été observé que les secteurs les plus pauvres de l'Amérique latine consacrent aux dépenses alimentaires la majeure partie de leurs ressources, de sorte qu'une politique adéquate de redistribution des revenus aurait un effet direct et positif sur la demande de produits agricoles.

65. Plusieurs délégations ont souligné que la mise en valeur du potentiel productif de la région oblige à subordonner les intérêts particuliers à l'intérêt national. Cela implique non seulement une utilisation pleine et rationnelle des ressources naturelles, mais aussi et surtout le plein emploi pour la population travaillant dans l'agriculture ou dans des secteurs économiques directement liés à la production et à la commercialisation des denrées agricoles.

66. On a relevé l'importance que revêt la planification du développement et la nécessité d'y inclure des politiques alimentaires.

67. Plusieurs délégations ont déclaré que la solution effective du problème de la disparité des revenus réside fondamentalement, pour ce qui est du secteur rural, dans de profondes réformes agraires ayant pour effet majeur de corriger les défauts de structure que présentent les systèmes d'occupation des terres, mais qui aboutissent aussi à la réforme des services indispensables comme le crédit, l'assistance technique, les dispositifs d'approvisionnement en facteurs de production et les systèmes de commercialisation. Il a été observé que tel était précisément le cadre conceptuel assigné à la réforme agraire, en tant qu'élément du développement, par la onzième Conférence régionale de la FAO.

68. La modification des modes de tenure et de production agricole, a-t-on dit, doit avoir pour but de créer des entreprises paysannes. On a signalé l'importance croissante que prennent en Amérique latine les formes associatives nouvelles d'exploitation et de production, issues principalement des processus de réforme agraire et des programmes d'assistance aux petits producteurs. A ce propos, plusieurs délégations ont fait valoir qu'il convenait d'inciter les entreprises individuelles, familiales ou familiales, à se grouper pour exploiter et commercialiser ensemble leurs produits. On a souligné combien il importe de préparer l'agriculteur et le paysan à assumer les fonctions de gestion que comporte l'agriculture moderne.

69. Plusieurs délégations ont souligné qu'aucun effort ne doit être épargné pour développer le potentiel halieutique de l'Amérique latine. Il a été relevé que les pays de la région devraient utiliser pleinement les ressources des pêches, spécialement dans les limites de 200 miles de mer territoriale ou à l'intérieur d'une zone économique exclusive, selon la législation de chaque pays, ces eaux étant souvent exploitées - voire surexploitées - par des entreprises transnationales. On a souligné de même tout l'intérêt qu'il y a à mettre en valeur les pêches continentales, lesquelles peuvent constituer un élément important du développement rural intégré. A ce propos, il a été signalé que la FAO travaillait déjà au développement de l'aquiculture.

70. Une mention spéciale a été faite à la Conférence du fait qu'une bonne utilisation des ressources forestières peut constituer une source très importante d'emploi rural et qu'associée à la production agricole et à l'élevage, elle peut aider à accroître leur potentiel de production alimentaire.

71. On a signalé l'importance que pourrait avoir pour divers pays de la région, spécialement dans le secteur des minifundia, l'introduction de la polyculture comme moyen d'accroître la production alimentaire.

72. On a insisté sur la nécessité de procéder à des enquêtes pour veiller à ce que les engrais chimiques soient utilisés dans la juste dose, eu égard à la qualité des sols. L'utilisation indiscriminée des produits chimiques nuit à l'agriculture, a-t-on observé, et elle est fréquemment due à des motifs d'ordre commercial, car les entreprises qui poussent à consommer leurs produits font abstraction des intérêts nationaux.

Les approvisionnements alimentaires en Amérique latine

73. Il a été relevé que les problèmes d'ordre structurel qui affectent la production alimentaire conditionnent les structures d'approvisionnement correspondantes.

74. Il a été indiqué que le problème alimentaire ne se pose pas uniquement en termes de production agricole, mais qu'il faut aussi résoudre des questions ayant trait aux systèmes d'approvisionnement et à la consommation. A ce propos, plusieurs délégations ont déclaré que le Fonds international de développement agricole (FIDA) devrait envisager l'opportunité d'effectuer des investissements non seulement pour accroître la production agricole mais aussi pour faire en sorte qu'elle parvienne aux consommateurs dans des conditions hygiéniques et économiques satisfaisantes.

75. On a souligné l'importance qui s'attache à ce que les gouvernements pourvoient à la mise en place ou au renforcement des institutions nationales auxquelles il appartient d'élaborer des politiques et d'exécuter des programmes tendant à améliorer les systèmes d'approvisionnement. Cela, a-t-on dit, est fondamental pour pouvoir ravitailler convenablement des populations urbaines qui se comptent déjà par millions et qui doubleront sans doute en quelques années.

76. Plusieurs délégations ont affirmé l'urgente nécessité de modifier les structures de consommation qui sont souvent inspirées par des campagnes de publicité commerciale et par les modes d'alimentation existant dans les pays développés. Il a été indiqué qu'il conviendrait d'inciter la population à s'orienter vers les denrées alimentaires qui peuvent être produites à meilleur compte et en mettant davantage à profit les ressources naturelles locales.

77. Quelques délégations ont observé qu'il était primordial de modifier les schémas de consommation pour améliorer le régime de la population sous-alimentée et mal nourrie et pour éviter le gaspillage de denrées que l'on observe dans les groupes à revenu élevé. Les politiques de production et d'approvisionnement alimentaires doivent comprendre, a-t-on jugé, l'instauration de schémas et habitudes de consommation adéquats. Il importe, a-t-on noté en outre, de mettre en oeuvre à tous les niveaux des programmes d'éducation, de protection et d'orientation des consommateurs ou de renforcer les programmes existants.

78. En ce qui concerne les schémas et habitudes de consommation dans les zones rurales, il a été indiqué que les programmes d'éducation, de protection et d'orientation des consommateurs devraient être liés aux programmes de formation des producteurs.

79. Plusieurs délégations ont fait mention du rôle excessif des intermédiaires entre producteurs et consommateurs de denrées alimentaires, qui a pour conséquence une moindre rémunération des producteurs, des prix plus élevés à la consommation et un gaspillage de denrées.

80. On a fait remarquer que le commerce des denrées alimentaires revêt souvent la forme d'un oligopole et qu'il est bon d'encourager les producteurs et les consommateurs à s'organiser.

81. Selon plusieurs délégations, il faudrait que les organisations de producteurs puissent avoir leur mot à dire dans le ramassage, le transport et la transformation des produits alimentaires. Ceci a une importance toute particulière lorsqu'il s'agit d'organisations de petits producteurs.

82. On a souligné l'importance de promouvoir les agro-industries, notamment en milieu rural. Il serait bon également que ces agro-industries appartiennent aux producteurs agricoles, qui bénéficieraient ainsi de la valeur ajoutée, à l'avantage du développement rural. Plusieurs délégations ont été d'avis que les agro-industries devraient avoir un caractère national.

83. On a accordé une importance particulière à la rationalisation des systèmes d'approvisionnement alimentaire pour éviter les pertes et le gaspillage. A court terme, les investissements de cette nature seraient plus payants que les investissements visant à accroître le volume global de la production alimentaire.

84. On a fait ressortir l'étroit rapport qui existe entre la production et l'approvisionnement alimentaires, d'une part, et le commerce d'exportation et d'importation, d'autre part. Il faudrait que les gouvernements s'emploient à rationaliser le commerce extérieur des denrées alimentaires, éviter que les entreprises d'importation et d'exportation étrangères à la région latino-américaine en soient les principales bénéficiaires. La Conférence a insisté en particulier sur la rationalisation du commerce alimentaire intra-régional.

85. De l'avis de plusieurs délégations, il faut, tout en encourageant la production alimentaire pour l'exportation, élargir aussi les débouchés intérieurs. Cela aurait pour effet d'atténuer les répercussions négatives d'éventuelles fluctuations des marchés extérieurs.

86. Diverses délégations ont insisté pour que soient appliquées au commerce alimentaire international des denrées alimentaires, ainsi qu'aux agro-industries et aux industries halieutiques des normes qui protègent les pays latino-américains des entreprises transnationales.

87. Il importe, a-t-on fait observer, que les pays latino-américains mettent sur pied des systèmes d'information assez souples pour fournir en temps opportun des données sur les récoltes prévues, les débouchés potentiels et les prix, de manière à pouvoir participer avec profit au commerce international des produits alimentaires.

88. Selon certaines délégations, il faudrait que l'aide internationale fournie au titre de Fonds ou d'autres mécanismes soit destinée non seulement à accroître la production, mais aussi à permettre d'exporter la partie de la production qui excède la capacité intérieure de consommation des pays intéressés. Ceci revêt une importance particulière dans le cas de programmes d'assistance visant les pays les moins avancés.

Besoins alimentaires: politiques et programmes d'alimentation et de nutrition

89. Lors de l'examen de ce point, la Conférence a tenu compte de la Résolution V/2 de la Conférence mondiale de l'alimentation, qui assigne à la FAO le premier rôle, au sein du système des Nations Unies, pour la formulation et l'exécution de plans intersectoriels d'alimentation et de nutrition.

90. Pour l'étude de cette question, la Conférence s'est aussi appuyée sur le document du Secrétariat qui, entre autres choses, signale la nécessité d'envisager plus concrètement les plans nationaux d'alimentation et de nutrition dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. A cet égard, la Conférence a marqué un vif intérêt pour la formulation de politiques alimentaires et nutritionnelles propres à favoriser l'épanouissement de l'individu, sur le double plan de la dignité et du bien-être personnel et familial.

91. On a estimé que la formulation d'une politique alimentaire et nutritionnelle ne doit pas se concevoir seulement comme l'élaboration de politiques fondamentales, mais bien plutôt comme un processus visant à amener les divers secteurs gouvernementaux à améliorer l'alimentation de la population.

92. Plusieurs délégations ont fait remarquer que la pauvreté est l'expression d'un phénomène global dont l'ampleur ne permet généralement pas de définir des mesures assez précises pour lutter contre la faim et la malnutrition. De l'avis cependant de quelques délégations, il est nécessaire d'appliquer des programmes spéciaux visant les secteurs de la population ayant les plus faibles revenus et dont l'alimentation est particulièrement insuffisante.

93. De nombreuses délégations ont signalé qu'il existe dans leurs pays des politiques nationales d'alimentation et de nutrition, parfois multisectorielles, parfois limitées à un secteur particulier.

94. Ces politiques sont formulées et mises en oeuvre par des institutions de divers types, comme les conseils nationaux de planification alimentaire et nutritionnelle, les ministères ou offices de planification qui coordonnent les plans des divers secteurs, et les ministères de l'alimentation.

95. On a évoqué la difficulté de coordonner les activités sectorielles visant à améliorer l'alimentation et signalé la nécessité d'assurer une meilleure coordination entre tous les niveaux administratifs, du pouvoir central aux autorités municipales.

96. De l'avis de plusieurs délégations, la domination qu'exercent les groupes privilégiés sur les groupes à faible revenu à l'intérieur des pays, comme la dépendante des pays latino-américains à l'égard des pays industrialisés, sont fondamentalement à l'origine de la difficile situation alimentaire et nutritionnelle de la région.

97. Pour réduire cette dépendance vis-à-vis de l'extérieur, on a suggéré que les pays latino-américains affrontent solidairement les problèmes que pose l'approvisionnement en denrées alimentaires et en biens de production agricole.

98. En ce qui concerne l'élimination des rapports de dépendance à l'intérieur des pays, on a fait remarquer que les politiques alimentaires et nutritionnelles nationales doivent tendre à assurer une distribution équitable des ressources alimentaires entre les divers groupes socio-économiques. Cette amélioration des niveaux de consommation comporte non seulement la possibilité de se procurer davantage d'aliments de base, mais aussi le droit à une alimentation de meilleure qualité.

99. Dans ce but, les délégations se sont prononcées en faveur de l'élaboration de stratégies globales et harmonisées. On a fait ressortir que les gouvernements souhaitent parvenir à l'autosuffisance alimentaire grâce à des politiques de production et, dans la mesure du possible, de remplacement des produits alimentaires importés. Pour assurer réellement une meilleure alimentation à la population, a-t-on relevé, il ne suffit pas de produire davantage, il faut aussi prendre des mesures en matière de commercialisation, de consommation et de redistribution des revenus.

100. Plusieurs délégations ont évoqué les études auxquelles se livrent leurs pays pour tenter d'améliorer la qualité des aliments et leur valeur nutritive, notamment leur teneur en protéines. On a insisté sur la nécessité de mettre au point et de fabriquer sur place des aliments enrichis en protéines pour les enfants d'âge préscolaire et pour les mères.

101. Diverses délégations ont fait valoir qu'il importe de dispenser une éducation nutritionnelle aux petits producteurs et à leurs familles, en entreprenant des programmes spéciaux et surtout en établissant des jardins et des fermes de démonstration. On a également signalé la nécessité d'enseigner aux paysans la valeur nutritive des produits locaux et de leur apprendre à mieux tirer parti du potentiel écologique de leurs terres en choisissant judicieusement les types de production et aussi les pratiques culturelles.

102. En ce qui concerne la formation des techniciens et des cadres à la planification alimentaire et nutritionnelle, la délégation de la République argentine a annoncé que, vu l'importance que revêt pour l'Amérique latine la création d'un centre de formation hispanophone, elle demandera à son gouvernement d'étudier la possibilité d'apporter sa contribution pour établir ledit centre en Argentine, sous réserve que son mode de fonctionnement et ses caractéristiques soient compatibles avec les moyens que peut offrir ce pays.

103. Quant aux programmes destinés aux groupes vulnérables, une délégation a fait remarquer qu'ils ne résolvent pas le problème, mais qu'au contraire ils mobilisent des ressources qui seraient mieux employées si on les destinait à l'exécution de programmes de portée plus ample dont les résultats seraient plus durables.

104. Une collaboration plus étroite entre les Organisations des Nations Unies et les gouvernements a été préconisée pour obtenir des données plus précises sur les caractéristiques alimentaires et nutritionnelles de la région.

105. A propos de la coopération régionale en matière d'alimentation et de nutrition, la Conférence a pris un vif intérêt aux informations qui lui ont été communiquées sur les activités déployées au titre du Projet régional interinstitutions pour la promotion des politiques alimentaires et nutritionnelles nationales. Coopèrent à ce projet le FISE, la FAO, la CEPAL, l'Unesco et l'OMS/OPS.

106. On a également suggéré que la CEPAL, le SELA, l'OPS, l'OEA et la BID coordonnent mieux leur action en faveur des pays et qu'au niveau mondial, la FAO, l'OMS, le FISE et le PAM harmonisent davantage leurs activités dans ce domaine, sous l'égide éventuellement du Conseil mondial de l'alimentation.

107. Ont pris la parole au cours des débats, le Directeur régional du FISE, le Directeur adjoint chargé par la Banque mondiale des questions agricoles pour l'Amérique latine et le Chef de la quatrième zone de l'Organisation sanitaire panaméricaine.

Coopération internationale en matière d'alimentation

108. Les débats sur ce point se sont ouverts avec la présentation d'un document du Secrétariat faite par le Conseiller spécial de la FAO, auteur de ce document qui traite de l'intégration et de la coopération entre pays dans le secteur agricole et met en relief l'importance politique qu'acquiert de plus en plus le commerce international des produits alimentaires, nouvel instrument de pouvoir qui influe sur la configuration du monde moderne.

109. Cette étude montre comment on a incorporé les activités agricoles dans les engagements d'intégration économique de l'Amérique latine, en centrant tout d'abord l'analyse sur la viabilité politique de l'intégration. Elle soutient que celle-ci n'a pas encore réussi à franchir les obstacles politiques qui en restreignent la portée, pas plus qu'elle n'a répondu aux difficultés et nécessités particulières de l'agriculture. Il faut, affirme le document, tenir compte du facteur politique dans le choix des moyens capables d'assurer en pratique une véritable coopération agricole entre pays latino-américains.

110. Le document fait ressortir que l'on constate aujourd'hui un changement d'attitude et une sollicitude nouvelle à l'égard de l'agriculture et du milieu rural, tandis que la lenteur des progrès accomplis dénonce, avec une force revendicatrice, le fait que le secteur agricole a jusqu'ici eu bien peu de place dans les efforts d'intégration et de coopération entre les pays latino-américains.

111. Le document analyse ensuite les raisons de l'échec des dispositifs et mécanismes d'intégration appliqués jusqu'à présent au secteur agricole et soutient qu'il vaudrait peut-être mieux, pour amorcer l'intégration des agricultures nationales, commencer par des activités de coopération limitées, visant quelques produits déterminés, le développement de certaines zones et l'exécution concertée de certaines tâches. Il en est, en effet, qui pourraient s'accomplir plus efficacement à l'intérieur de mouvements officiels d'intégration. En l'état actuel des choses, poursuit le document, ce qui importe c'est de commencer à agir sur le champ, en partant de dispositions et d'accords très souples qui permettent d'organiser la coopération autour de buts bien définis. Il suggère divers types d'ententes entre pays et mentionne des mécanismes et dispositifs opérationnels qui ont reçu l'appui et l'approbation de plusieurs délégations.

112. Enfin, le document évoque les incidences extérieures de l'intégration et de la coopération agricoles, qui visent essentiellement à développer un nouveau pouvoir de négociation dont les deux visées essentielles sont d'influer davantage sur le marché international des produits de base grâce à des accords entre producteurs, et de satisfaire les besoins grâce à des achats extrarégionaux conjoints de produits alimentaires et de biens de production agricole.

113. Quelques délégations, tout en se ralliant aux opinions exposées plus haut, ont évoqué les efforts de coopération bilatérale ou multinationale qui s'accomplissent actuellement.

114. D'autres délégations ont été d'avis qu'un rôle très important échoit au système économique latino-américain (SELA) dans la concrétisation et l'encouragement d'initiatives axées sur la coopération agricole et alimentaire régionale, auxquelles il offre un cadre politique approprié.

115. Certaines délégations ont indiqué pour leur part que, tout en approuvant les objectifs visés par la proposition du Pérou, relative à l'intégration et à la sécurité alimentaire régionale, elles ne pouvaient se prononcer pour le moment étant donné la complexité et la portée de cette proposition.

116. Le Secrétaire permanent du SELA, intervenant dans le débat, a souligné que, lors de la réunion constitutive du système économique latino-américain, les pays signataires ont attribué une importance spéciale aux activités susceptibles d'aboutir à des niveaux satisfaisants de production et d'approvisionnement agricoles, notamment de produits alimentaires. Aussi le programme de travail qui sera examiné à la prochaine session du Conseil du SELA fait-il une large place aux activités à réaliser dans ce domaine. Les résultats de la présente Conférence sont donc destinés à influencer et à orienter l'examen de ce programme de travail. Il a déclaré que la proposition du Pérou relative à l'intégration et à la sécurité alimentaire de l'Amérique latine mérite une étude attentive de la part des gouvernements de la région, puisque c'est de leur décision que dépendra sa réalisation à court terme et dans le cadre du SELA.

117. Le représentant du Programme alimentaire mondial a évoqué les activités récentes de son organisation, tant en ce qui concerne l'aide alimentaire que l'appui à des projets de développement économique et social en Amérique latine.

118. Le représentant de la Banque mondiale a signalé que celle-ci accorde un soutien et des ressources toujours plus importants aux programmes et projets qui contribuent à l'accroissement de la production alimentaire et agricole.

119. Une délégation a fait état du régime de préférences que son pays applique aux pays en développement sans exiger la réciprocité et qui intéresse un assez grand nombre d'importations de produits agricoles. Elle a également indiqué que son pays appuie l'intégration latino-américaine.

120. Plusieurs délégations ont évoqué les principales sphères dans lesquelles pourraient se réaliser une coopération et une coordination plus étroites entre pays latino-américains en matière d'agriculture et d'alimentation. Ils ont mentionné en particulier la mobilisation des ressources régionales, l'expansion des échanges intrarégionaux de produits alimentaires, le renforcement du pouvoir de négociation régional et la nécessité d'accroître le flux des ressources extérieures.

121. A propos de la mobilisation des ressources intérieures en vue d'accroître la production alimentaire, les champs d'action ci-après ont été indiqués:

- a) établissement d'inventaires des ressources naturelles et détermination du potentiel productif;
- b) échange de techniques nouvelles et de matériel génétique;
- c) assistance technique réciproque;
- d) recherche technologique;
- e) formation des techniciens, producteurs et paysans;
- f) lutte contre les fléaux et maladies;
- g) études concernant le développement et l'exploitation en commun des bassins hydrographiques;

h) programmes d'utilisation conjointe des ressources, naturelles notamment, des techniques et des inputs, afin de répartir des productions déterminées entre pays, limitrophes ou non, dont les éléments productifs sont complémentaires;

i) programmes visant la transformation industrielle de denrées agricoles produites dans deux pays ou plus, l'obtention d'aliments protéiques de haute valeur nutritionnelle ou enrichis et, de façon générale, l'utilisation conjointe de techniques intéressant la conservation des denrées périssables.

Des ententes d'autres types pourraient se concrétiser à travers la négociation d'accords de coopération dans des domaines spécifiques entre institutions étatiques spécialisées qui soient en mesure de se consentir des facilités réciproques. Les pays associés, ayant pour objectif d'accroître la production alimentaire, pourraient convenir de mesures telles que:

- a) l'intensification des échanges de spécialistes et la définition de domaines concrets de coopération et d'assistance mutuelles;
- b) la formation et la spécialisation plus poussées des techniciens moyennant une meilleure utilisation des écoles nationales supérieures;
- c) l'établissement de programmes conjoints de recherche appliquée, de transferts technologiques et de transformation des produits primaires;
- d) la concertation des efforts visant à combattre efficacement les maladies qui affectent les cultures et l'élevage;
- e) l'institution d'un système régional de prévision des récoltes et le développement des échanges d'informations de base;
- f) la conclusion d'accords ou de contrats commerciaux à moyen ou long terme entre pays ou groupes de pays dont la production est normalement soit excédentaire soit déficitaire. Ces ententes pourront avoir un caractère bilatéral ou multilatéral;
- g) la création d'entreprises multinationales latino-américaines dont la fonction serait entre autres de promouvoir le commerce intrarégional et l'acquisition conjointe des facteurs de production, ainsi que de procéder à des importations collectives en provenance de pays tiers de manière à satisfaire les besoins de la région;
- h) la conclusion d'accords entre organismes nationaux de commercialisation des produits agricoles;
- i) la création de mécanismes de financement visant à constituer des réserves aux fins de la sécurité alimentaire latino-américaine, ce qui permettrait de résorber les excédents régionaux, de stabiliser les prix et de pourvoir aux nécessités alimentaires dans les cas critiques;
- j) la mise en place d'une organisation minimale en matière de production et d'harmonisation des politiques et objectifs des pays producteurs, afin d'atténuer les fluctuations et de garantir l'offre;
- k) la promotion des associations de producteurs qui, tout en incitant à améliorer la production, s'efforcent d'élargir le commerce intrarégional des denrées alimentaires;
- l) l'exploitation des éléments de "complémentarité" des zones frontalières;
- m) la création des infrastructures voulues pour le commerce intrarégional, eu égard en particulier aux centres de ramassage et de stockage, ainsi qu'aux moyens de transport.

122. A propos de l'expansion des échanges et des approvisionnements alimentaires intrarégionaux, la Conférence a souligné l'importance d'une coopération bilatérale ou multilatérale visant à améliorer les disponibilités et la consommation latino-américaines de denrées alimentaires produites dans la région. On a noté que l'Amérique latine possède déjà une certaine expérience de ce type d'ententes, dont l'utilité pratique et la faisabilité politique ont déjà été démontrées. Parmi les multiples possibilités de coopération régionale qui s'offrent dans le domaine de l'expansion des échanges et des approvisionnements intrarégionaux, il a été fait mention de la conclusion d'accords bilatéraux d'achat ou d'échange de produits agricoles, tendant à donner la préférence à l'offre régionale.

123. En ce qui concerne le renforcement du pouvoir de négociation régional aux fins du commerce agricole extérieur, il a été précisé que la coopération régionale pourrait prendre notamment les formes suivantes:

- a) prises de position et stratégies latino-américaines concertées vis-à-vis des pays tiers, de groupes de pays et d'instances internationales, pour ce qui est des produits déterminés. L'objectif fondamental serait d'accroître sensiblement le pouvoir de négociation de la région lors des contacts et pourparlers précédant la signature de futures conventions internationales comportant des clauses économiques. Les efforts en ce sens pourraient se concentrer initialement sur quelques produits sélectionnés comme le sucre, la banane, le blé et les viandes, pour s'étendre ensuite, le cas échéant, à d'autres produits;
- b) action concertée en vue d'une libéralisation ultérieure du commerce des produits agricoles et de l'ouverture de débouchés dans les pays consommateurs développés;
- c) création d'associations de producteurs ou renforcement des associations existantes, et moyens à mettre en oeuvre pour leur permettre d'apporter des solutions valables à leurs problèmes commerciaux dans le cadre international.

A ce propos, les délégations ont manifesté leur inquiétude devant les problèmes de prix qui assaillent les pays exportateurs de sucre. Elles ont en particulier exprimé leur sympathie et leur solidarité à la République Dominicaine pour les efforts qu'elle accomplit et la position qu'elle a prise en vue d'obtenir un plus juste prix sur les marchés internationaux de ce produit.

124. Il a également été fait état de la nécessité d'efforts concertés pour parvenir à mobiliser de plus amples ressources extérieures et à en coordonner le flux, afin d'améliorer la consommation et la production à travers l'aide alimentaire, la participation financière et la collaboration technique, de manière qu'elles contribuent au développement productif de la région sans perturber les échanges commerciaux normaux.

Entre autres mesures, on pourrait élaborer des propositions concertées tendant à accroître le volume et à améliorer les conditions de l'aide alimentaire internationale.

125. Comme la Conférence touchait à sa fin, le Secrétaire exécutif de la CEPAL a déclaré que les débats avaient donné un sens au motif fondamental pour lequel la FAO et la CEPAL avaient convoqué cette réunion. Elle a apporté des informations qui contribueront à orienter les activités des deux organisations et à enrichir les études et enquêtes sur les problèmes de l'agriculture latino-américaine. Du dialogue ainsi tenu se dégage une série de notions des plus importantes pour progresser dans la solution de ces problèmes de façon systématique et coordonnée.

126. A propos de la coopération internationale en matière d'alimentation, le Secrétaire exécutif de la CEPAL a, pour sa part, jugé fort utile, sur le plan des idées, le document présenté sur ce thème. L'Amérique latine n'a pas suffisamment réfléchi, en effet, aux difficultés et aux possibilités de l'intégration agricole. La région possède pourtant une certaine expérience dans ce domaine, a-t-il affirmé, dont on peut tirer des orientations pratiques en vue d'actions concrètes comme celles que suggère le document.

127. Le Secrétaire exécutif de la CEPAL a mentionné l'importante initiative du Gouvernement du Pérou, qui dénote de la part de l'Amérique latine une grande aspiration digne de se concrétiser.

128. Toujours selon le Secrétaire exécutif, ces débats ont aussi permis aux délégués de dégager une série d'idées fort utiles quant aux possibilités d'accords concrets et d'action pratique entre les pays de la région.

129. La Conférence a approuvé les résolutions ci-après, avec les indications figurant au bas de chacune d'elles:

RESOLUTION N° 2

La Conférence latino-américaine CEPAL/FAO de l'alimentation,

Considérant:

1. Qu'il existe en Amérique latine de vastes zones qui, prises ensemble, représentent la majeure partie de la région et qui se caractérisent par la prédominance de sols très difficiles à exploiter du fait de leur manque ou de leur excès d'humidité et de leur forte pente.
2. Que l'utilisation rationnelle de ces sols est particulièrement malaisée et coûteuse et qu'elle exige l'application de techniques nouvelles adaptées à la réalité sociale et écologique de la région.
3. Que les terres en question sont en général exploitées dans des conditions qui entraînent la destruction de leur capacité productive sous l'effet de graves processus d'érosion, de perturbations dans l'écoulement des eaux et de profondes altérations climatiques.

Décide de:

1. Recommander aux gouvernements des pays latino-américains d'appliquer une politique de développement rural intégré et d'inviter la FAO à prévoir, dans son prochain programme, l'intégration des activités en matière d'agriculture, d'élevage, de foresterie et de pêche, de manière à pouvoir utiliser au mieux les ressources naturelles renouvelables, notamment les sols, les eaux, les forêts et la faune, et à préserver ainsi les équilibres naturels ainsi que la productivité future des écosystèmes, pour assurer le bien-être de la population et rehausser la qualité de la vie, compte tenu plus spécialement des besoins des majorités nationales. Il faudrait qu'à cette fin, la FAO harmonise les plans et actions de ses services spécialisées.
2. Recommander au Directeur général de la FAO de faire procéder d'urgence à des études sur l'utilisation et l'aménagement des sols et des eaux dans les zones tropicales de l'Amérique latine, en coordination avec les centres de recherche tropicale existant dans la région, et en s'efforçant de mener simultanément à bien les expériences dans toute la zone tropicale latino-américaine.

Note: Approuvée par consensus.

RESOLUTION N° 3

La Conférence latino-américaine CEPAL/FAO de l'alimentation,

Considérant:

1. La proposition du Ministre péruvien de l'alimentation, le Général Rafael Hoyos Rubio, tendant à ce que soit élaborée, dans le cadre du SELA, une convention latino-américaine d'intégration et de sécurité alimentaire.
2. Que, entre autres objectifs, l'intégration latino-américaine vise à intensifier le commerce réciproque de produits agricoles dans la région, pour couvrir les déficits nationaux de l'offre, assurer la complémentarité économique, favoriser la spécialisation en fonction des ressources naturelles et possibilités de chaque pays, ainsi que la coopération technique, de manière à diffuser et à appliquer des techniques régionales qui permettent d'améliorer la production et la distribution des denrées alimentaires.

3. Qu'il existe des expériences positives d'accords de coopération et d'approvisionnement en matière alimentaire entre pays de la région, qui confirment la possibilité d'appliquer des politiques communes à l'intérieur de l'Amérique latine.
4. Les principes énoncés dans la Déclaration et le Programme d'action relatifs à l'établissement d'un nouvel ordre économique international que l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvés par sa Résolution 3201-3202.(S-IV).
5. Le contenu de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies par sa Résolution 3281 (XXIX).
6. Les résolutions adoptées par la Conférence mondiale de l'alimentation tenue à Rome en 1974, lesquelles ont consacré dans le monde le caractère prioritaire du problème alimentaire.
7. Les décisions prises par la troisième Réunion ministérielle du Groupe des 77, tenue à Manille avec la participation de nombreux pays, au sujet de l'augmentation et de la diversification de la production agricole comme moyen d'atteindre à l'autosuffisance nationale en matière d'alimentation et de production des inputs agricoles essentiels.
8. Que le SELA a, entre autres objectifs précis, celui de promouvoir des niveaux satisfaisants de production et de distribution des produits agricoles, des aliments énergétiques et autres produits de base, en prêtant une attention particulière à l'approvisionnement alimentaire, et de susciter des actions visant la coordination et l'approvisionnement dans le but de parvenir à une politique latino-américaine en la matière.
9. La nécessité impérieuse d'instaurer, au niveau de l'Amérique latine, des mécanismes efficaces de coopération qui concrétisent la solidarité de la région, afin d'en améliorer sensiblement la situation alimentaire et de la dégager de sa dépendance dans ce domaine.

Décide de:

1. Recommander aux gouvernements latino-américains de formuler leurs politiques, plans et programmes alimentaires nationaux, en tenant compte de la nécessité de contribuer à l'amélioration de la situation alimentaire régionale.
2. Recommander aux pays latino-américains d'envisager, au niveau du système économique latino-américain, des accords d'approvisionnement, de complémentarité économique et de coopération technique entre pays et groupes de pays qui permettent de resserrer au maximum les relations entre Etats de la région, de manière à favoriser la réalisation des objectifs énoncés par le Ministre de l'alimentation du Pérou.
3. Recommander aux gouvernements latino-américains d'appuyer le plus possible la coopération alimentaire régionale, en passant des accords propres à concrétiser les mesures proposées.
4. Inviter le Directeur général de la FAO et le Secrétaire exécutif de la CEPAL à apporter tout le concours possible aux initiatives et mesures énoncées.

Note: Approuvée par consensus, avec la réserve générale du Brésil, la réserve du Chili et de l'Uruguay à propos du paragraphe 2 du dispositif et la réserve des Etats-Unis à propos des paragraphes 4, 5 et 7 des considérants.

RESOLUTION N° 4

La Conférence latino-américaine CEPAL/FAO de l'alimentation,

Considérant:

Que la Charte des droits et devoirs économiques des Etats-Unis prescrit à l'alinéa b) de son article 2 les dispositions à appliquer aux entreprises transnationales.

Considérant

Qu'à sa deuxième session, tenue à Lima, Pérou, du 1er au 12 mars 1976, la Commission sur les sociétés multinationales a élaboré, conformément au paragraphe 7 de la Résolution 1913 (LVII) du Conseil économique et social des Nations Unies, un projet de programme de travail couvrant la totalité des problèmes relatifs aux sociétés multinationales.

Considérant

Qu'au paragraphe 28 dudit programme, la Commission sur les sociétés multinationales demande au Centre d'information et de recherche sur lesdites sociétés d'entreprendre des études de fond, y compris sur les industries de l'alimentation et des boissons.

Tenant compte:

De ce que ladite commission est parvenue à un consensus sur la nécessité d'accorder la plus haute priorité à la formulation d'un code de conduite qui permette de réglementer les activités des entreprises transnationales et d'en éliminer les effets préjudiciables.

Rappelant:

Que la Résolution 3514 (XXX) de l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 15 décembre 1975 sur les pratiques corrompues des entreprises transnationales et autres sociétés, de leurs intermédiaires et autres éléments impliqués dans lesdites pratiques, a chargé la Commission sur les sociétés multinationales de formuler des recommandations sur les moyens de prévenir de telles pratiques, et

Tenant compte:

Des graves problèmes que suscitent les entreprises transnationales dans les pays latino-américains, entreprises qui bien souvent n'hésitent pas à recourir à des pratiques juridiquement et moralement condamnables.

Décide de:

1. Recommander au Directeur général de la FAO de dispenser un appui maximum à la Commission sur les sociétés multinationales du Conseil économique et social des Nations Unies, pour lui faciliter l'exécution de son programme de travail, notamment la formulation d'un code de conduite visant lesdites sociétés qui permette, grâce au contrôle de leurs activités et à l'élimination de leurs répercussions négatives, d'en promouvoir la contribution efficace au développement autonome du secteur rural des pays latino-américains et d'améliorer les niveaux nutritionnels de la région.
2. Recommander au Directeur général de la FAO de collaborer à cette fin avec le Centre d'information et de recherche sur les sociétés multinationales pour:
 - a) Procéder à des études visant à fournir des éléments de jugement pour établir le code de conduite, études qui porteraient notamment sur les incidences négatives des activités des entreprises transnationales qui se consacrent à la production de denrées alimentaires dans les pays latino-américains, ainsi que sur leur comportement du point de vue juridique et éthique.
 - b) Alimenter en données le vaste système d'information sur les entreprises transnationales.

c) Etudier les répercussions politiques, juridiques, économiques et sociales des activités et pratiques, y compris les pratiques corrompues, des entreprises transnationales s'occupant de la production, du commerce et de la transformation des aliments et produits agricoles en général, et

d) Coopérer aux programmes de formation et aux services de consultation visant à accroître la capacité de négociation des pays en développement dans leurs rapports avec les entreprises transnationales opérant dans le secteur rural et surtout alimentaire.

3. Inviter instamment les gouvernements des pays latino-américains à poursuivre leurs consultations pour renforcer, préciser et approfondir toujours davantage la position commune de l'Amérique latine sur le Code de conduite visant les entreprises transnationales, par l'intermédiaire du Système économique latino-américain (SELA).

4. Exhorter les gouvernements des pays latino-américains membres de la Commission sur les sociétés multinationales à participer activement au Groupe de travail intergouvernemental qui sera chargé de formuler le projet de code de conduite, de manière que ce dernier tienne dûment compte des intérêts de la région.

Note: Approuvée par consensus, avec l'abstention de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie, du Chili, de l'Equateur, de la France, du Paraguay, des Pays-Bas et de l'Uruguay, et la réserve des Etats-Unis.

RESOLUTION N° 5

La Conférence latino-américaine CEPAL/FAO de l'alimentation

Soulignant les importantes perspectives financières qu'offre le Fonds international de développement agricole pour la production alimentaire en Amérique latine.

Tenant compte du mandat confié au Conseil mondial de l'alimentation par la Conférence mondiale de l'alimentation et l'Assemblée générale des Nations Unies.

Insiste pour que s'établissent une coopération et une collaboration aussi étroites que possible entre la CEPAL, la FAO, le SELA, le FIDA, l'IICA et le Conseil mondial de l'alimentation pour tout ce qui touche à la production alimentaire et à l'agriculture en Amérique latine.

Invite le Directeur général de la FAO à porter à l'attention de la Conférence des plénipotentiaires et du Conseil mondial de l'alimentation, lors de sa deuxième session, les conclusions de la présente Conférence, et à faire part aux membres de ce Conseil du désir exprimé par les pays latino-américains que le FIDA tienne particulièrement compte, dans son programme, des aspirations et besoins de la région.

Note: Approuvée par consensus. Cuba et le Mexique se sont déclarés opposés à l'inclusion de l'IICA dans le troisième paragraphe de cette résolution.

CLOTURE DE LA QUATORZIEME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'AMERIQUE LATINE ET DE LA CONFERENCE LATINO-AMERICAINE CEPAL/FAO DE L'ALIMENTATION

130. M. Pedro Moral López, Représentant régional par intérim de la FAO en Amérique latine, a pris la parole devant la Conférence au nom de son organisation comme au nom de M. Enrique Iglesias, Secrétaire exécutif de la CEPAL.

Il s'est félicité de ce que la Conférence ait abouti à des initiatives et recommandations concrètes qui serviront à orienter les travaux de la CEPAL et de la FAO. Cette conférence régionale revêt une importance singulière pour la FAO, car c'est la seule qui a lieu avant la réunion de juillet prochain du Conseil auquel le Directeur général présentera ses

propositions visant la réorientation des activités de l'Organisation. Les conclusions auxquelles est parvenue la Conférence apporteront un important élément d'appréciation pour cette session du Conseil, lequel compte parmi ses membres huit pays latino-américains. Il a souligné à ce propos combien il était important que le Directeur général de la FAO et le Président indépendant du Conseil aient participé à la Conférence régionale. En ce qui concerne les travaux du Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine, il a annoncé qu'il serait, dès à présent, tenu compte des conclusions de la présente conférence dans le cadre des programmes arrêtés par le Directeur général et par les organes directeurs de l'Organisation. Il a indiqué en outre qu'il se propose à l'avenir d'intensifier les consultations et les contacts avec les gouvernements et institutions nationales de l'Amérique latine et des Caraïbes pour donner suite aux recommandations de la Conférence et pour évaluer les programmes en cours, comme celle-ci l'a demandé.

Au nom du Directeur général de la FAO, du Secrétaire exécutif de la CEPAL et en son nom propre, le Représentant régional par intérim a remercié les délégués de leur active participation à la réunion et a exprimé sa gratitude toute spéciale au Président de la Conférence, au Rapporteur et aux membres du Comité de rédaction qui sont parvenus à exprimer un ensemble de principes et d'orientations importants pour l'action de la CEPAL et de la FAO en Amérique latine dans le domaine vital de l'alimentation. Il a rendu hommage aux efforts déployés par le Comité d'organisation péruvien.

L'orateur a exprimé la gratitude de l'Organisation et du Directeur général aux gouvernements d'El Salvador et de l'Uruguay qui ont offert d'accueillir la quinzième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine.

Il a renouvelé ses vifs remerciements au Gouvernement du Pérou et à ses représentants, le Président de la Conférence, M. Marciano Morales Bermúdez Cerrutti et le Ministre de l'alimentation du Pérou, Général Rafael Hoyos Rubio, pour l'hospitalité dont ont fait preuve les autorités et le peuple péruviens.

131. A ensuite pris la parole le Président de la Conférence, M. Marciano Morales Bermúdez Cerrutti. A l'actif de la Conférence, il a cité en particulier l'esprit de solidarité latino-américaine qui a prévalu dans les débats, la collaboration qui s'est instituée entre les délégations, le Secrétariat et les organisateurs nationaux, le sérieux avec lequel ont été traitées les questions inscrites à l'ordre du jour et auquel ont contribué la qualité de la documentation soumise par le Secrétariat ainsi que les exposés liminaires.

Il a mis en relief le désir d'intégration et d'identité latino-américaine qui anime les autorités et le peuple péruviens, soulignant une fois encore combien son gouvernement et lui-même étaient heureux que les deux Conférences se soient tenues à Lima.

L'orateur a relevé que le Pérou se réclame du tiers monde, comme il l'a montré lors des présentes réunions et dans d'autres assemblées internationales; il s'est particulièrement félicité de ce que le nouveau Directeur général de la FAO, M. Edouard Saouma, soit un authentique représentant du tiers monde.

Il a conclu en déclarant closes la quatorzième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et la Conférence latino-américaine CEPAL/FAO de l'alimentation.

ORDRE DU JOUR

I. PRELIMINAIRES DE LA SESSION

1. Ouverture de la Conférence
2. Election du Président, du Vice-Président, du Rapporteur et des membres du Comité de rédaction
3. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

II. QUATORZIEME CONFERENCE REGIONALE DE LA FAO POUR L'AMERIQUE LATINE

4. Exposé liminaire du Directeur général de la FAO
5. Autres exposés liminaires
6. Débat général
7. Programmes régionaux
8. Orientation de l'action future de la FAO dans la région
9. Autres questions:
 - Siège du Bureau régional
 - Représentation de l'Amérique latine au sein du Groupe consultatif de la recherche agricole internationale
 - Représentation de l'Amérique latine au sein du Groupe consultatif de la production alimentaire et de l'investissement

III. CONFERENCE LATINO-AMERICAINE CEPAL/FAO DE L'ALIMENTATION

10. Exposés liminaires
11. Potentiel de production alimentaire dans la région
12. Production et approvisionnement alimentaires en Amérique latine
13. Besoins alimentaires: politiques et programmes d'alimentation et de nutrition
14. Coopération internationale en matière d'alimentation

IV. CONCLUSIONS

15. Examen et approbation des projets de résolution et de rapport de la quatorzième Conférence régionale
16. Examen et approbation des projets de résolution et de rapport de la Conférence latino-américaine de l'alimentation
17. Lieu de la quinzième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine
18. Clôture de la Conférence

APENDICE B
APPENDIX B
ANNEXE B

LISTA DE PARTICIPANTES
LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS

Gonzalo BULA HOYOS Presidente Independiente del Consejo de la FAO

ESTADOS MIEMBROS DE LA FAO DE LA REGION LATINOAMERICANA Y ESTADOS
MIEMBROS DE LA CEPAL*
MEMBER NATIONS OF FAO IN THE LATIN AMERICAN REGION AND MEMBER
NATIONS OF ECLA*
ETATS MEMBRES FAO DE LA REGION DE L'AMERIQUE LATINE ET ETATS
MEMBRES DU CEPAL*

ARGENTINA - ARGENTINE

Delegado Norberto A.R. REICHART
 Buenos Aires

Suplente Néstor Edgardo STANCANELLI
 Consejero Económico y Comercial
 Embajada de Argentina en el Perú
 Lima

Suplente Faustino Francisco PLEGUEZUELOS
 Segundo Secretario
 Embajada de Argentina en el Perú
 Lima

Suplente Guillermo DEL BOSCO
 Primer Secretario
 Embajada de Argentina en el Perú
 Lima

BOLIVIA - BOLIVIE

Delegado Raúl SALAS
 Jefe de la Oficina de Planificación
 y Estudios Económicos
 Ministerio de Agricultura
 La Paz

Suplente Eusebio MOREIRA TORRES
 Consejero
 Embajada de Bolivia en el Perú
 Lima

- * Ver nota en página B-30.
* See footnote on page B-30.
* Voir note au bas de la page B-30.

BRASIL - BRAZIL - BRESIL

Delegate Raúl Octavio AMARAL DO VALLE
Under-Secretary of Planning and Budget
Ministry of Agriculture
Brasilia

Adviser Carlos Felipe ALVES SALDANHA
Secretary
Embassy of Brazil in Peru
Lima

Adviser Ruy Brasil CAVALCANTI Jr.
Director of the National Confederation
of Agriculture (CNA)
Brasilia

CANADA

Observer Miles GODFREY
First Secretary
Canadian Embassy in Peru
Lima

Alternate Howard WILSON
Counsellor
Canadian Embassy in Peru
Lima

COLOMBIA - COLOMBIE

Delegado Joaquín DE POMBO
Vice-Ministro de Agricultura
Ministerio de Agricultura
Bogotá

Suplente Jaime PARRA RAMIREZ
Embajador
Embajada de Colombia en el Perú
Lima

Suplente Paulina MEJIA DE CASTRO MONSALVO
Representante Permanente de Colombia
ante el Consejo de la FAO
Roma

Suplente Gonzalo PANESSO
Gerente del Instituto de Mercadeo
Agrícola
IDEMA
Bogotá

COSTA-RICA

Delegado Alvaro ROJAS ESPINOZA
Director de Planeamiento y Coordinación
Ministerio de Agricultura y Ganadería
San José

Suplente Rodolfo ARAYA PORRAS
Consejero
Embajada de Costa Rica en el Perú
Lima

Suplente Marino SAGOT ARIAS
Asesor del Ministro
Ministerio de Agricultura y Ganadería
San José

CUBA

Delegado Carlos MONTALVAN
Vice-Ministro
Instituto Nacional de Reforma Agraria
La Habana

Suplente Ibis MAYEA MARREDO
Directora del Plan Perspectivo
Ministerio de Alimentación
La Habana

Suplente Angel PERNAS ALVAREZ
Director Organismos Internacionales
La Habana

Suplente Jorge POLLO GARCIA
 Consejero Económico
 Embajada de Cuba en el Perú
 Lima

Suplente Ervis VELIZ SANCHEZ
 Directora de Estadísticas
 Instituto Nacional de Reforma Agraria
 La Habana

Suplente Ricardo PEREZ PEREZ
 Funcionario
 Ministerio de Relaciones Exteriores
 La Habana

Suplente Héctor RODRIGUEZ CRUZ
 Funcionario
 Ministerio de Relaciones Exteriores
 La Habana

CHILE - CHILI

Delegado Carlos RODRIGUEZ PAPIC
 Sub-Secretario de Agricultura
 Ministerio de Agricultura
 Santiago

Suplente Rodrigo MUJICA ATEAGA
 Director
 Oficina de Planificación Agrícola
 Ministerio de Agricultura
 Santiago

Suplente Ignacio BARRAZA OUIROGA
 Asesor Técnico
 Oficina de Planificación Agrícola
 Ministerio de Agricultura
 Santiago

Suplente Manuel AGUIRRE
 Oficina de Planificación Agrícola
 Ministerio de Agricultura
 Santiago

Suplente Eduardo CISTERNAS PARODI
Ministro Encargado de Negocios a.i.
Embajada de Chile en el Perú
Lima

Suplente Nicolás NOVOA AGROHNERT
Ministro Consejero
Embajada de Chile en el Perú
Lima

Suplente Francisco PEREZ WALKER
Segundo Secretario
Embajada de Chile en el Perú
Lima

ECUADOR - EOUATEUR

Delegado Jaime ESTRELLA
Director General de Planificación
Ministerio de Agricultura y Ganadería
Quito

Suplente César VALDIVIESO CHIRIBOGA
Encargado de Negocios a.i.
Embajada del Ecuador en el Perú
Lima

Suplente Marcelo FERNANDEZ DE CORDOBA
Consejero
Embajada del Ecuador en el Perú
Lima

EL SALVADOR

Delegado José Salvador ARIAS PENATE
Sub-Secretario
Ministerio de Agricultura y Ganadería
San Salvador

Suplente René AGUILAR GIRON
Director General de Economía
Planificación Agropecuaria
Ministerio de Agricultura y Ganadería
San Salvador

Suplente Joaquín GARCIA
Representante Alterno de El Salvador
 ante la FAO
Roma

ESTADOS UNIDOS DE NORTE AMERICA - UNITED STATES OF AMERICA
ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Delegate Ralph W. PHILLIPS
Executive Director
International Organization Affairs
Foreign Agricultural Service
United States Department of Agriculture
Washington D.C.

Alternate Martin KRIESBERG
Coordinator
International Organization Affairs
Economic Research Service
Washington D.C.

Alternate James Halfrey CHEATHAM
Economic Officer
Embassy of the United States
 of America in Chile
Santiago

Alternate James M. IACONO
Deputy Assistant Administrator
Marketing, Nutrition and
 Engineering Sciences
Agricultural Research Service
Washington D.C.

Adviser Lawrence R. FOUCHS
Agricultural Attaché
Embassy of the United States
 of America in Peru
Lima

FRANCIA - FRANCE

Délégué Gabriel LISETTE
Représentant Permanent de
la France pour CEPAL
Paris

Suppléant Louis Henri VELAY
Inspecteur General de l'Agriculture
Ministere de l'Agriculture
Paris

Suppléant Hon. M. Francois BOUCHET
Conseiller
Ambassade de France au Pérou
Lima

Suppléant Francois COUSIN
Attaché
Ambassade de France au Pérou
Lima

GUATEMALA

Delegado Rafael AGUILAR SPINOLA
Embajador
Embajada de Guatemala en el Perú
Lima

HAITI

Délégué William CAMBRONNE
Ambassadeur
Ambassade d'Haiti au Pérou
Lima

Suppléant Regnier PIERRELOUIS
Chef du Service de l'Economie Rurale
Port-au-Prince

HONDURAS

Delegado Arturo GALO
Director General de Operaciones
Agrícolas
Ministerio de Recursos Naturales
Tegucigalpa

MEXICO - MEXIQUE

Delegado Arturo MUÑOZ-LEDO
Embajador Extraordinario y
Plenipotenciario
Representante Permanente de
México ante la FAO
Roma

Suplente Francisco RAMOS CANTORAL
Director General de Asuntos
Internacionales
Secretaría de Agricultura
México

Suplente Luciano RANGEL CASTILLEJOS
Sub-Director Técnico de Promoción
de la Salud
Secretaría de Salubridad y
Asistencia
México

Suplente Roberto NUÑEZ HERNANDEZ
Asesor de la Jefatura
Departamento del Distrito Federal
México

Suplente José Luis SUAREZ COELLO
Secretario
Embajada de México en el Perú
Lima

NICARAGUA

Delegado Renato LACAYO
Embajador
Embajada de Nicaragua en el Perú
Lima

PAISES BAJOS, REINO DE LOS - NETHERLANDS, KINGDOM OF THE
PAYS BAS, ROYAUME DES

Delegate Frans J. GEURTEN
Agricultural Counsellor
Embassy of The Netherlands in Chile
Santiago

Alternate Dick Robert JANS
First Secretary
Embassy of The Netherlands in Peru
Lima

PANAMA

Delegado Gustavo GONZALEZ
Vice-Ministro
Ministerio de Desarrollo Agropecuario
Panamá

Suplente Mirla PANIZA de BELLAVITA
Embajador de Panamá ante la FAO
Roma

Suplente Boris MORENO
Embajador
Embajada de Panamá en el Perú
Lima

Suplente César CARRASQUILLA
Asistente del Ministro
Ministerio de Desarrollo Agropecuario
Panamá

PARAGUAY

Delegado Manuel AVILA
Embajador
Embajada del Paraguay en el Perú
Lima

Suplente Miguel Ángel REYES
Consejero
Embajada del Paraguay en el Perú
Lima

PERU - PEROU

Delegado	Marciano MORALES BERMUDEZ CERRUTTI Director Superior Ministerio de Alimentación Lima
Suplente	Juan José CARDENAS RONCO Director Superior Ministerio de Pesquería Lima
Suplente	Efraín PALTÍ SOLANO Director General Oficina Sectorial de Planificación Alimentaria Ministerio de Alimentación Lima
Suplente	Hernán TORRES LA JARA Director General de Producción Ministerio de Alimentación Lima
Suplente	Ernesto VELARDE SANTA MARIA Director Gerente Empresa Pública de Servicios Agropecuarios Lima
Suplente	Lánder PACORA COUPEN Asesor Técnico del Ministro Ministerio de Alimentación Lima
Suplente	Antonio CHAVEZ VARGAS Director Adjunto Oficina Sectorial de Planificación Alimentaria Ministerio de Alimentación Lima
Suplente	Luis PAZ SILVA Director General Oficina Sectorial de Planificación Agraria Ministerio de Agricultura Lima

Suplente	Ricardo LUNA Primer Secretario Encargado de la Dirección de Organismos Internacionales Ministerio de Relaciones Exteriores Lima
Suplente	Marcial JARA ALMONTE ZEVALLOS Director de Proyección Social Universidad Nacional Agraria Lima
Suplente	Jorge MALLEUX ORJEDA Director de Investigación Universidad Nacional Agraria Lima
Asesor	Rómulo GRADOS FUENTES Director General de Informática y Estadística Ministerio de Alimentación Lima
Asesor	Marc DOUROJEANNI RICORDI Director General de Forestal y Fauna Ministerio de Agricultura Lima
Asesor	Alberto SALAZAR VIRU Director de Proyectos Ministerio de Pesquería Lima
Asesor	Héctor PIMENTEL MACEDO Gerente General Instituto de Investigaciones Agro-Industriales (IIA) Lima
Asesor	Mariano SEGURA BUSTAMANTE Director General de Investigación Ministerio de Alimentación Lima
Asesor	Carlos AMAT Y LEON Director de Investigaciones y Asuntos Financieros Ministerio de Economía y Finanzas Lima

Asesor José LIZARRAGA REYES
Director General
Oficina Nacional de Evaluación
de Recursos Naturales (ONERN)
Lima

Asesor Augusto MARIATEGUI
Encargado de la Unidad de
Cooperación Técnica y Financiera
Area de Proyectos de Inversión
Instituto Nacional de Planificación
Lima

Asesor Alfredo MASTROKALO
Gerente Financiero
Banco Agrario
Lima

Asesor Julio OCAMPO BUSOVICH
Director General de Comercialización
Ministerio de Alimentación
Lima

Asesor Guillermo Arturo BALCAZAR VALIENTE
Sub-Jefe, Unidad de Cooperación
Técnica y Financiera
Area de Proyectos de Inversión
Instituto Nacional de Planificación
Lima

Asesor Alejo LERZUNDI SILVERA
Coordinador de Cooperación
Técnica Internacional
Dirección de Proyectos y
Cooperación Técnica
Ministerio de Alimentación
Lima

Asesor Jesús Belisario ESTEVES OSTOLAZA
Asesor de la Dirección General
de Comercio Exterior
Ministerio de Comercio
Lima

Asesor Miguel Angel LAHURA PONCE
Jefe
Oficina Sectorial de Planificación
Ministerio de Comercio
Lima

Asesor Miguel PALOMINO
Tercer Secretario
Ministerio de Relaciones Exteriores
Lima

Asesor Rosa Esther SILVA
Primer Secretario
Jefe
Departamento de Tratados
Ministerio de Relaciones Exteriores
Lima

Asesor Fernando DEL RISCO SALDIVAR
Director de Planes y
Programas OSPAL
Ministerio de Alimentación
Lima

Asesor Roque OTAROLA PEÑARANDA
Director General
Oficina Consumidor y Productor
Ministerio de Alimentación
Lima

Observador Federico ANAVITARTE
Rector
Universidad Nacional Agraria
Lima

Observador Alfonso FLORES MERE
Jefe
Departamento de Producción
Animal
Universidad Nacional Agraria
Lima

Observador Mario ZAPATA TEJERINA
Director
Programa Académico
de Agronomía
Universidad Nacional Agraria
Lima

Observador Teodoro BOZA BARDUCCI
Asesor Técnico
Confederación Nacional Agraria
Lima

Observador Jorge FERREYROS FLORES
Funcionario
Dirección de Cooperación
Internacional
Ministerio de Comercio
Lima

Observador Pedro ALIBERT DEL BUSTO
Asesor
Ministerio de Agricultura
Lima

Observador Luis DEUSTUA JAMESON
Asesor
Ministerio de Agricultura
Lima

Observador Jorge TORRES SIALER
Médico Veterinario
Asesor Supervisor
Ministerio de Salud
Lima

Observador Arturo ALDAVE REYES
Gerente de Aldave Reyes
Lima

Observador Víctor PICASSO RODRIGUEZ
Cónsul General. (r)
Ministerio de Relaciones
Exteriores
Lima

REPUBLICA DOMINICANA - DOMINICAN REPUBLIC - REPUBLIQUE DOMINICAINE

Delegado Eduardo Antonio GARCIA VASQUEZ
Embajador
Embajada de la República Dominicana
en el Perú
Lima

Suplente Nilo H. SOTO
Ministro Consejero y Cónsul General
Embajada de la República Dominicana
en el Perú
Lima

Suplente Gustavo S. CONCHA
Primer Secretario
Embajada de la República Dominicana
en el Perú
Lima

SURINAM

Delegate Jacques DRIELSMA
Sub-Director of the Department
of Agriculture
Paramaribo

Alternate Frank Albert DEL PRADO
Head of Plant Protection
and Production
Ministry of Agriculture
Paramaribo

Alternate Tjong A. HUNG
Scientist of the Department
of Agriculture
Paramaribo

TRINIDAD Y TABAGO - TRINIDAD-TOBAGO - TRINITE-ET-TOBAGO

Delegate Wilfred NAIMOOL
Ambassador
Embassy of Trinidad-Tobago
in Venezuela
Caracas

Alternate Morgan JOB
Agricultural Officer
Ministry of Agriculture
Port-of-Spain

Alternate Reynold RAMPERSAD
Coordinator
Development Programme and
Projects
Ministry of Agriculture
Port-of-Spain

URUGUAY

Delegado Juan Pedro AMESTOY
Embajador
Embajada de Uruguay en
el Perú
Lima

Suplente Arturo HEBER
Encargado de Asuntos FAO en el
Ministerio de Relaciones Exteriores
Montevideo

Suplente Ilda PERICH
Sub-Director de OPYPA
Montevideo

VENEZUELA

Delegado José Vicente SANCHEZ PEÑA
Director de Planificación
y Estadísticas Agrícolas
Ministerio de Agricultura y Cría
Caracas

Suplente Carlos Daniel FRONTADO
Consejero Económico
Embajada de Venezuela en
el Perú
Lima

OBSERVADORES DE ESTADOS MIEMBROS QUE NO SON DE LA REGION
OBSERVERS FROM MEMBER NATIONS NOT IN THE REGION
OBSERVATEURS D'ETATS MEMBRES QUI NE SE TROUVENT PAS
DANS LA REGION

ALEMANIA, REPUBLICA FEDERAL - GERMANY, FEDERAL REPUBLIC OF
ALLEMAGNE, REPUBLICUE FEDERALE D'

Jurgen SCHOLL
Encargado de Negocios
Embajada de la República Federal
de Alemania en el Perú
Lima

ESPAÑA - SPAIN - ESPAGNE

Antonio FERNANDEZ
Agregado Económico
Embajada de España en Colombia
Bogotá

POLONIA - POLAND - POŁOGNE

Janusz BUDZYNSKI
First Secretary
Embassy of Poland in Peru
Lima

SUIZA - SWITZERLAND - SUISSE

Gérard FONJALLAZ
Chargé d'Affaires a.i.
Ambassade de Suisse au Pérou
Lima

Gerold BAUMANN
Directeur
Cooperation Technique du
Gouvernement Suisse au Pérou
Lima

OBSERVADOR PERMANENTE DE LA SANTA SEDE
PERMANENT OBSERVER OF THE HOLY SEE
OBSERVATEUR PERMANENT DU SAINT-SIEGE

Monseigneur Carlo FURNO
Noncé Apostolique
Lima

R.P. Ricardo ANTONCICH RAMOS
Professeur de l'Université
Catholique
Lima

Alberto CHAPARRO MELENDEZ
Ingénieur Agronome
Lima

Javier CHAPARRO TUBINO
Ingénieur Agronome
Lima

REPRESENTANTES DE LAS NACIONES UNIDAS Y ORGANISMOS ESPECIALIZADOS
REPRESENTATIVES OF THE UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES
REPRESENTANTS DES NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPECIALISEES

FONDO DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA INFANCIA
UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND
FOND DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

Carlos MARTINEZ SOTOMAYOR
Director Regional para América Latina
Santiago de Chile

Kenneth E. GRANT
Director Regional Adjunto
para América Latina
Santiago de Chile

Wilmar BERGER
Representante en el Perú
Lima

PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL DESARROLLO
UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Jean LABBENS
Representante Residente en el Perú
Lima

Fernando SALAZAR PAREDES
Representante Residente Adjunto
en el Perú
Lima

Louise LAVIGNE
Funcionaria en el Perú
Lima

Ritva JOLKKONEN
Funcionaria en el Perú
Lima

WORLD FOOD PROGRAMME
PROGRAMA MUNDIAL DE ALIMENTOS
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

Dino A. SETTE
Asesor del Representante Residente
del PNUD en el Perú
Lima

WORLD FOOD COUNCIL
CONSEJO MUNDIAL DE LA ALIMENTACION
CONSEIL MONDIAL ALIMENTAIRE

John HANNAH
Executive Director
Rome

Edward OMOTOSO
Secretary
Rome

ORGANIZACION INTERNACIONAL DEL TRABAJO
INTERNATIONAL LABOUR OFFICE
BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

Luis Gerardo CARDENAS FALCON
Especialista Regional en Cooperativas
y Desarrollo Rural
Oficina Regional para América
Latina
Lima

Jaime MEZZERA
Experto en Empleo Rural OIT/PREALC
Santiago de Chile

ORGANIZACION DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA
EDUCACION, LA CIENCIA Y LA CULTURA
UNITED NATIONS ORGANIZATION FOR EDUCATION,
SCIENCE AND CULTURE
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION,
SCIENCE ET CULTURE

Simón ROMERO LOZANO
Director
Oficina Regional para América Latina
Santiago de Chile

ORGANIZACION MUNDIAL DE LA SALUD/ORGANIZACION
PANAMERICANA DE LA SALUD
WORLD HEALTH ORGANIZATION/PAN AMERICAN HEALTH
ORGANIZATION
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE/ORGANISATION
PANAMERICAINE DE LA SANTE

Pedro N. ACHA
Jefe
División de Control de Enfermedades
Washington D.C.

Martín VASQUEZ VIGO
Jefe
Zona IV
Lima

José María TICAS
Asesor en Nutrición
Zona IV
Lima

BANCO MUNDIAL - WORLD BANK - BANQUE MONDIALE

Paul GOFFIN
Assistant Director in charge of Agriculture,
Rural Development and Nutrition for
Latin America
Washington D.C.

OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES
OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

BANCO INTERAMERICANO DE DESARROLLO
INTERAMERICAN DEVELOPMENT BANK
BANQUE INTER-AMERICAINE DE DEVELOPPEMENT

Cecilio MORALES
Gerente de Desarrollo Económico
Washington D.C.

Julián RODRIGUEZ ADAME
Coordinador
Grupo Internacional para el Desarrollo
Agrícola en América Latina
Washington D.C.

Thomas CARROLL
Asesor Principal
Gerencia de Desarrollo Económico
y Social
Washington D.C.

Manuel VALDERRAMA ARAMAYO
Representante del BID en el Perú
Lima

Horacio HALLIBURTON
Experto
Lima

CENTRO INTERNACIONAL DE LA PAPA
INTERNATIONAL POTATO CENTRE
CENTRE INTERNATIONAL DE LA POMME DE TERRE

O.T. PAGE
Director General Adjunto
Centro Internacional de la Papa
Lima

William HAMANN
Asistente del Director General
Centro Internacional de la Papa
Lima

Patricio MALAGAMBA
Especialista en Producción
Centro Internacional de la Papa
Lima

Oscar MALAMUD
Representante Regional para
Sud América
Centro Internacional de la Papa
Lima

Richard GALTON
Encargado de Comunicaciones
Centro Internacional de la Papa
Lima

COMITE INTERGUBERNAMENTAL PARA LAS MIGRACIONES EUROPEAS
INTERGOVERNMENTAL COMMITTEE FOR EUROPEAN MIGRATION
COMITE INTERGOUVERNEMENTAL POUR LES MIGRATIONS EUROPEENES

Bruno SILVESTRI
Representante Residente
Lima

COMISION DE LAS COMUNIDADES ECONOMICAS EUROPEAS
EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITIES COMMISSION
COMMISSION DES COMMUNAUTES ECONOMIQUES EUROPEENES

René DEMONT
Administrator
Santiago de Chile

CORPORACION ANDINA DE FOMENTO
ANDEAN DEVELOPMENT CORPORATION
CORPORATION ANDINE DE DEVELOPPEMENT

Alfredo LLOSA
Jefe de la Oficina de CAF
en el Perú
Lima

INSTITUTO INTERAMERICANO DE CIENCIAS AGRICOLAS
INTERAMERICAN INSTITUTE OF AGRICULTURAL SCIENCES
INSTITUT INTERAMERICAIN DES SCIENCES AGRICOLES

José Emilio ARAUJO
Director General
San José de Costa Rica

Hugo TORRES
Especialista en Comercialización
IICA/OEA
Lima

Pompeyo RIOS
Director Regional
Lima

Fernando SUAREZ
Director de Análisis de Operaciones
San José de Costa Rica

Miguel PAULETTE
Director de Programas Cooperativos
San José de Costa Rica

Alberto FRANCO
Especialista en Planificación
San José de Costa Rica

JUNTA DEL ACUERDO DE CARTAGENA
BOARD OF THE CARTAGENA AGREEMENT
JUNTA DE L'ACCORD DE CARTAGENE

José PALOMINO
Jefe
Departamento de Programación
Lima

Jorge RUIZ
Técnico del Sector Agropecuario
Lima

Efraín KEISARI
Asesor Principal
Lima

Carlos LECAROS
Funcionario de Estadística
Lima

Ernesto POLLAROLO
Funcionario Sector Agropecuario
Lima

Julio Ernesto GIANELLA
Experto en Infraestructura
Lima

R. HAUDRY DE SOUCY
Lima

Eduardo SHOWING
Lima

ORGANIZACION DE LOS ESTADOS AMERICANOS
ORGANIZATION OF AMERICAN STATES
ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS

Augusto CORREA
Jefe Unidad Agrícola
Desarrollo Sectorial
Departamento de Estudios y
Asuntos Generales de Desarrollo
Washington D.C.

SISTEMA ECONOMICO LATINOAMERICANO
LATIN AMERICAN ECONOMIC SYSTEM
SYSTEME ECONOMIQUE LATINOAMERICAIN

Jaime MONCAYO
Secretario Permanente
Caracas

Angel SERRANO
Asesor
Secretaría Permanente
Caracas

Francisco RIVERO
Asesor
Secretaría Permanente
Caracas

OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES
OBSERVERS FROM NON GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

ALIANZA COOPERATIVA INTERNACIONAL
INTERNATIONAL ALLIANCE FOR COOPERATIVES
ALLIANCE INTERNATIONALE DES COOPERATIVES

Adriano ROSSI
Director Ejecutivo
Organización de Cooperativas de América
Lima

Manuel Enrique CHUMO GUTIERREZ
Funcionario Experto
Organización de Cooperativas de América
Lima

CENTRAL LATINOAMERICANA DE TRABAJADORES
LATIN AMERICAN CENTRAL OF WORKERS
CENTRE LATINOAMERICAIN DE LA MAIN-D'OEUVRE

Manuel URRIZA
Director
Instituto Andino de Estudios Sociales
Lima

FEDERACION SINDICAL MUNDIAL
WORLD FEDERATION OF TRADE UNIONS
FEDERATION SYNDICALE MONDIALE

Eduardo CASTILLO SANCHEZ
Secretario General
Confederación General de Trabajadores
del Perú
Lima

Ventura ZEGARRA
Especialista Agrícola
Confederación General de Trabajadores
del Perú
Lima

ORGANIZACION REGIONAL INTERAMERICANA DE TRABAJADORES
REGIONAL INTER-AMERICAN ORGANIZATION OF WORKERS
ORGANISATION REGIONALE INTERAMERICAINE DE TRAVAILLEURS

Carlos TUDELA
Vice-Presidente
México

Julio ETCHEVERRY ESPINOLA
Secretario General
México

Julio CRUZADO ZAVALA
Secretario General Adjunto
México

UNION MUNDIAL DE LAS ORGANIZACIONES FEMENINAS CATOLICAS
WORLD UNION OF CATHOLIC WOMEN ORGANIZATIONS
UNION MONDIALE DES ORGANISATIONS FEMININES CATHOLIQUES

Teresa CARVALLO DE DEUSTUA
Responsable del Movimiento
de Integración Cristiana
Lima

SECRETARIA DE LA CONFERENCIA - CONFERENCE SECRETARIAT
SECRETARIAT DE LA CONFERENCE

Secretario Secretary Secrétaire	Fernando FUENZALIDA
Oficial de Asuntos de la Conferencia Conference Affairs Officer Chargé de la Conférence	Giovanni TEDESCO
Oficial de Informes Reports Officer Chargé des Rapports	Rodrigo SANTA CRUZ
Asistente Administrativa Administrative Assistant Assistante d'Administration	Ms. M. Luisa MOCOAIN
Documentos de la Conferencia Conference Documents Documents de la Conférence	Ms. M. Teresa LOPEZ VALLARINO
Intérpretes Interpreters Interprètes	Charles A. ALLPORT Ms. Martha BARNABE Ms. Caroline BELLAGAMBA Ms. Simone BLONDEAU-TURTON Ms. Maria Teresa ESCOBAR François PIRAUD Ms. Ann RANDLE Moises ROSENBERG Ms. Janick ROSSIGNOL Ms. Yvette M. SANCHEZ Hector UROUIAGA Ms. Agnes WATT
Traductores Translators Traducteurs	Ms. Jeannine COURTIOL Julian DE BRIONES André MORALES Ms. Nadia VITTORELLI Ms. Alexandra VON SUCHENKO
Secretarias Secretaries Secrétaïres	Ms. Ximena BEJARES Ms. Mónica HALES Ms. Militza MARINKOVIC Ms. Susana MORALEDA-DRAGOTTO Ms. M. Angélica NAVARRO Ms. Giselle POULOT Ms. Jeannine REVILLET Ms. Teresa SALAS-CLARK Ms. Soledad VERGARA

FUNCIONARIOS DE LA FAO - FAO STAFF
FONCTIONNAIRES DE LA FAO

Edouard SAOUMA	Director-General
Pedro MORAL LOPEZ	Representante Regional a.i. para América Latina
Juan Felipe YRIART	Assistant Director-General Development Department
Frederic E. POPPER	Assistant Director-General Fisheries Department
Felix ALBANI	Director, Plant Production and Protection Division
Anthony G. LEEKS	Acting Director Commodities and Trade Division
Luis LOPEZ CORDOVEZ	Director, División Agrícola Conjunta FAO/CEPAL
Petezval LEMOS	Chief, Regional Bureau for Latin America Field Liaison Division
Paul LUNVEN	Chief, Nutrition Policy and Programmes Service Food Policy and Nutrition Division
Alexander G. ROCHE	Senior Legal Officer
Pierre BARON	Oficial Regional en Política Alimentaria y Nutrición
Antonio BECERRA	Oficial Administrativo Regional
Leandro CASTRO	Oficial Regional de Mercadeo
Claudio FORNARI	Oficial Regional de Información
Ms. Jenny GAASTRA-APREA	Personal Assistant to the Director-General
Enrique GONZALEZ-REGUEIRA	Oficial Regional de Información
Carlos MONTAÑES	Oficial Regional de Tenencia de la Tierra y Reforma Agraria

Antonio PEREZ	Chief, Latin American Group Policy Analysis Division
Gastón ROCA	Oficial Regional de Inversiones
Kazuki TAKAMIYA	Oficial Regional de Fomento de Tierras y Aguas
Antonio TAPIA	Jefe, Sección Agrícola Conjunta CEPAL/FAO Subsede de CEPAL en México
Ms. Enriqueta VILLEGAS	Oficial Regional de Información
Carlos WIRTH	Economista Agrícola, Asesor de FAO ante ALALC

Consultor Especial - Special Consultant - Consultánt Spécial

Germánico SALGADO	Ex-Miembro de la Junta del Acuerdo de Cartagena
-------------------	--

Funcionarios de CEPAL - ECLA Staff - Fonctionnaires de la CEPAL

Enrique V. IGLESIAS	Secretario Ejecutivo
Jorge VITERI	Director en la Secretaría Ejecutiva
Luis C. SANCHEZ	Jefe de Servicios de Información
Ms. Ximena ARAY	Secretaria

Asesores Técnicos - Technical Advisers - Conseillers Techniques
(Proyecto Interagencial de Promoción de Políticas Nacionales de
Alimentación y Nutrición)

Javier TORO	Coordinador General
Rolando CHATEAUNEUF	Experto en Políticas Económicas, CEPAL
Jaime ARIZA	Asesor en Nutrición OPS/OMS

- * La delegación de Guatemala objetó que Belice hubiese figurado en la Lista Provisional de Participantes, declarando que es parte integral del territorio de Guatemala. La Secretaría aclaró que Belice figuraba en dicha Lista Provisional, por haber sido invitado a la Conferencia Latinoamericana CEPAL/FAO de la Alimentación, como miembro asociado de la CEPAL.

La delegación de Cuba manifestó que el pueblo cubano respalda la justa lucha del pueblo de Belice para alcanzar su total independencia.

- * The delegation of Guatemala objected the insertion of Belize in the Provisional List of Participants, specifying that Belize is part of the territory of Guatemala. The Secretariat pointed out that Belize appeared in the Provisional List as it had been invited to the ECLA/FAO Latin American Food Conference as associate member of ECLA.

The Cuban delegation expressed the support of their people to the fair struggle of the people of Belize to achieve their complete independence.

- * La délégation du Guatemala s'est élevée contre l'inclusion de Belize dans la Liste provisoire des participants, déclarant qu'il fait partie du territoire du Guatemala. Le Secrétariat a expliqué que Belize figurait dans ladite liste provisoire car il avait été invité à la Conférence latino-américaine CEPAL/FAO de l'alimentation comme membre associé de la CEPAL.

La délégation de Cuba a exprimé le soutien du peuple cubain au peuple de Belize dans sa juste lutte pour sa totale indépendance.

LISTE DES DOCUMENTS

A. Documents de base

LARC/76/1	Ordre du jour provisoire
LARC/76/1(a)	Ordre du jour provisoire annoté
LARC/76/2	Situación y Evolución de la Agricultura y la Alimentación en América Latina
LARC/76/3(a)	Representación de las Regiones en Desarrollo en el Grupo Consultivo sobre Investigaciones Agrícolas Internacionales (GCI AI)
LARC/76/3(b)	Elección de los Miembros del GCPAIA Representantes de las Regiones
LARC/76/4	El Potencial Productivo de Alimentos en América Latina
LARC/76/5(a)	Aprovechamiento del Potencial Productivo de Alimentos en América Latina
LARC/76/5(b)	El Abastecimiento de Alimentos en América Latina
LARC/76/6	Necesidades de Alimentos Políticas y Programas de Alimentación y Nutrición

LARC/76/7(a)	Integración y Cooperación entre Países en Desarrollo en el Ambito Agrícola
LARC/76/7(b)	Perspectivas del Comercio Exterior
LARC/76/7(c)	Informe de las Naciones Unidas/ Programa Mundial de Alimentos, FAO, a la XIV Conferencia Regional para América Latina
LARC/76/7(d)	Perspectivas del Consumo y Producción de Fertilizantes en América Latina
LARC/76/8	Labor de la FAO en la Región (1974-1975)
LARC/76/9	Programas Regionales de la FAO en América Latina
LARC/76/10	Sede de la Oficina Regional para América Latina

B. Documentos de Conferencia

LARC/76/CONF/1	Allocution de M. Edouard Saouma, Directeur général de la FAO, à la quatorzième Conférence régionale pour l'Amérique latine
LARC/76/CONF/2	Exposé de M. Pedro Moral López, Représentant régional de la FAO pour l'Amérique latine
LARC/76/CONF/3	Exposé de M. Gonzalo Bula Hoyos, Président indépendant du Conseil de la FAO
LARC/76/CONF/4	Exposé de M. Enrique V. Iglesias, Secrétaire exécutif de la CEPAL, à l'inauguration de la Conférence latino-américaine CEPAL/FAO de l'alimentation
LARC/76/CONF/5	Exposé de M. Pedro Moral López, Représentant régional de la FAO pour l'Amérique latine, à l'inauguration de la Conférence latino-américaine CEPAL/FAO de l'alimentation

C. Información General

LARC/76/INF/1	Nota Informativa
LARC/76/INF/2	Calendrier provisoire
LARC/76/INF/3	Liste des documents
LARC/76/INF/4	El Sector Agrícola en los Movimientos Latinoamericanos de Integración Económica durante 1975
LARC/76/INF/5	Liste des participants

